

6

UNIVERSITÉ DE YAOUNDÉ
Faculté de Droit et des Sciences Économiques



Année Universitaire 1974 — 1975

MATIÈRES PREMIÈRES ET DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE APPLICATION AUX PAYS DU TIERS-MONDE

Mémoire de Licence
présenté par

Raphaël FUTE

Sous la Direction de :

Mr. Germain NDJIEUNDE

Docteur ès Sciences Économiques

UNIVERSITE DE YAOUNDE

FACULTE DE DROIT ET DES
SCIENCES ECONOMIQUES



MEMOIRE DE LICENCE

\$\$\$\$\$\$\$\$

MATIERES PREMIERES ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE :

APPLICATION AUX PAYS DU TIERS-MONDE

Sympathiquement offert
à M^r Kourouma
Directeur Adjoint de
I.I.A. de Yde

Présenté par FUTE Raphaël
4ème Année Sciences Economiques

sous la Direction de Monsieur
NDJIEUNDE Germain, Docteur ès-Scien-
ces Economiques, Lauréat de la Faculté
de Droit et des Sciences Economiques
de Caen, Chargé d'Enseignement
à la Faculté de Droit et des Sciences
Economiques de l'Université de YAOUNDE.

A mon père SADO FOLENG

A ma mère MEKU DJILO

Et surtout à mon oncle SOB Antoine, Sans le concours
moral et matériel de qui je n'aurais pas été à l'école,

Affections et tendresse

A tous mes parents

A tous mes amis

Affections et tendresse.-

2 V I S AUX / E C T E U R S

Non, je ne prétends pas avoir épuisé le problème; j'ai voulu seulement, au moment où le problème qui fait l'objet de ce rapport est d'actualité, apporter ma modeste contribution à la compréhension de la situation.

Je m'en voudrais si au début de ce rapport, je n'exprime pas ma gratitude au Professeur NDJIEUNDE Germain dont les conseils ont été précieux pour l'organisation et la conduite de mes travaux de recherche.

Ma gratitude va également à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la réalisation de ce travail.

La Faculté de Droit et des Sciences Economiques et le Professeur qui a dirigé ce mémoire, ne sauront répondre des opinions émises et des erreurs de jugement dont l'auteur endosse seul la responsabilité.-

- FUTE Raphaël -

I N T R O D U C T I O N

L'abondance de la littérature économique spécialisée sur le problème du développement (1) dévoile à la fois l'actualité de ce terme et la confusion qui se fait sur sa signification. Phénomène universel, le développement doit néanmoins être relativisé. C'est dans cette optique que Celso FURTADO affirme que "le développement est à la fois un problème d'accumulation et de progrès technique, et un problème d'expression des valeurs d'une collectivité"(2). Le développement est en fait l'élévation du niveau matériel de vie tel qu'une société donnée le définit à partir de ses jugements de valeurs; c'est dans la mesure où presque toutes les sociétés contemporaines reconnaissent une haute priorité à la disponibilité d'un certain nombre de biens matériels, que le développement économique constitue aujourd'hui un problème universel.

Le développement économique s'est appuyé et s'appuie encore sur l'existence des matières premières agricoles, minérales et énergétiques. En effet l'industrie qui est une des composantes fondamentales du développement ne se conçoit pas sans matières premières. Le monde occidental, fortement industrialisé est par conséquent un grand consommateur des matières premières pour faire fonctionner ses industries. Il est obligé dans ces conditions de dépendre du reste du monde et en particulier du Tiers-Monde pour son approvisionnement. A cet égard, le choc de l'embargo pétrolier imposé par les pays producteurs du pétrole sur les économies occidentales a été remarquable. On a beaucoup parlé du ralentissement de l'activité économique dans les pays occidentaux. L'expérience du pétrole pourrait facilement se vérifier avec les autres matières premières dont le Tiers Monde est et reste le principal fournisseur.

(1) Professeur Georges NGANGO : Le développement est la transformation quantitative et qualitative des structures technico-économiques et socio-culturelles des nations. Cours professé en 3ème Année de Licence 1974/1975.

(2) Théorie du développement économique par Celso FURTADO.PUF.p.17.

Le Tiers Monde ne reste pas à l'écart de la préoccupation du développement, au contraire, il se sent plus concerné par le problème. Celui-ci est devenu aigu avec la prise de conscience par le Tiers Monde de l'avance prise par les européens aux XV^e et XVI^e siècles. Le Tiers Monde voudrait combler l'écart de développement qui existe entre lui et le monde occidental. Les moyens et les méthodes sont nombreux. Les matières premières peuvent à la fois servir de base à l'industrialisation locale et être une source de capitaux grâce à la vente sur le marché mondial.

Mais les matières premières constituent tout un problème à l'échelle planétaire (I). En effet l'exploration et l'exploitation font appel à tous les niveaux à d'énormes capitaux, à une main-d'oeuvre très qualifiée et à une organisation assez solide.

Compte tenu de tous ces problèmes, le Tiers Monde n'a pas jusqu'alors tiré de ses matières premières le maximum de sa substance pour nourrir son développement. Conscient du rôle dévolu aux matières premières dans le développement économique, le Tiers Monde, tout en appréciant l'apport de ces ressources sur ses efforts de développement, cherche en même temps tous les moyens susceptibles de lui permettre de mieux s'en servir (II).

PREMIERE PARTIE

L'IMPORTANCE DES MATIERES PREMIERES

Il est admis aujourd'hui que les matières premières jouent un très grand rôle dans le développement économique des nations. C'est à cet égard qu'on dit souvent que certains Etats sont naturellement mieux armés pour le développement que les autres. Ce rôle ne souffre certainement pas de contestation. L'importance des matières premières est si fondamentale qu'on y a consacré une session spéciale des Nations Unies (1).

Il nous semble légitime de reconsidérer tout le problème que posent les matières premières pour leur intégration dans le processus du développement économique. Les théories et les exemples de décollage économique basé sur les ressources naturelles sont nombreux (I). Cependant, comme nous le verrons, les nations dotées des ressources naturelles doivent résoudre beaucoup de problèmes au niveau de la prospection, de l'exploitation et de la consommation de ces matières (II).

(1) La session spéciale des Nations Unies consacrée aux matières premières a été convoquée en 1974 sous l'initiative du Président Houari BOUMEDIENNE d'Algérie.

CHAPITRE Ier.- Les Matières Premières dans les Théories du Développement économique des Nations.

Vue à l'échelle de l'humanité toute entière, et non d'un pays particulier, la croissance économique est inséparable du progrès technique. C'est lui qui permet, pour une même population active de produire de plus en plus de biens et services, en même temps d'ailleurs qu'il permet de produire de nouveaux biens qui n'existaient pas auparavant et de satisfaire différemment les besoins anciens ou de satisfaire de nouveaux besoins. C'est ainsi que nous pouvons définir avec Jacques LECAILLON (1) la croissance économique comme étant "l'augmentation de la capacité de la nation de produire les biens et services nécessaires à la satisfaction des besoins".

Le phénomène de la croissance économique est ainsi extrêmement complexe. Il conviendrait dans un premier temps de donner une description sommaire de l'un des facteurs essentiels de la croissance que constituent les matières premières avant de tenter en deuxième mouvement de le situer approximativement sa contribution dans la hiérarchie des facteurs essentiels à la croissance économique.

Section Première : Ressources Naturelles et Développement Economique.

Sous-Section 1 : Les Ressources Naturelles

§ 1 : Définition : On entend par ressources naturelles tout ce que l'homme trouve dans son milieu naturel et qu'il peut, d'une certaine façon utiliser à son profit.

Dans ce sens large, les ressources fournies par la nature comprennent les roches qui constituent les minéraux, des sources d'énergie comme le pétrole, la houille, l'uranium, le gaz et d'autres éléments souterrains, pierre de taille... Elles comprennent aussi les sols d'où les plantes tirent leur substance nutritive,

(1) Jacques LECAILLON : Les mécanismes de l'Economie Deuxième édition - Edition Cujas p.79.

ainsi que toute la vie végétale et animale. Elles comprennent également les éléments du paysage qui fournissent des emplacements pour les constructions d'immeubles, de routes, de voies ferrées et d'autres ouvrages. Elles comprennent les eaux superficielles et souterraines qui sont indispensables à la vie humaine, animale et végétale. L'eau fournit également une source d'énergie sous la forme de houille blanche, ainsi qu'un moyen de transport et un cadre pour les sports et le tourisme. Les ressources naturelles comprennent enfin l'air et tout ce qui constitue l'atmosphère ou parvient à l'homme à travers l'atmosphère, comme le rayonnement solaire indispensable à la vie.

Si au sens large on peut considérer tous les éléments du milieu naturel autres que l'homme comme des ressources naturelles, il est approprié et de règle de restreindre quelque peu ce concept. Il faudrait l'appliquer plus particulièrement aux éléments et situations du milieu qui, à un moment donné, dans le cadre d'un stade donné de développement technologique, paraissent particulièrement précieux pour le bien être humain soit immédiatement, soit dans l'avenir prévisible. Ainsi entendues, les matières premières indispensables à nos industries ont une vie. Elles naissent, mûrissent et meurent.

§ 2 : La Dynamique des Ressources Naturelles

La principale caractéristique d'une ressource naturelle réside dans son utilisation possible. Le caractère dynamique et changeant vient du fait que les matières premières évoluent en fonction des besoins de l'homme, de sa technique et des choix qu'il fait pour parvenir à ses fins. En effet, certains papillons ou certains cristaux constituent une ressource du fait que certains hommes les collectionnent. Certains sables sont récemment devenus une ressource parce qu'ils contiennent du thorium.

Certaines plantes ont cessé d'être une ressource parce que les produits qu'on en extrait ont été remplacés par des produits chimiques synthétiques. Le caoutchouc naturel subit la concurrence du caoutchouc synthétique. Les fibres de laine sont aujourd'hui déclassées par les fibres synthétiques.

Le concept de ressources naturelles est automatiquement lié à la situation technique et aux besoins économiques du moment.

Les ressources naturelles connaissent aussi une dynamique interne. Les ressources sont naturelles lorsqu'elles sont offertes par la nature sur le lieu même où elles sont, ou peuvent être exploitées ou transformées de manière à pouvoir être utilisées. Un terrain défriché et soigneusement préparé offre un sol qui peut par exemple être sensiblement différent de ce qu'il était à l'origine. Il est en tout cas difficile de préciser à quel moment telle ou telle ressource cesse d'être naturelle lorsqu'elle est plus ou moins modifiée par l'homme.

De ce que nous venons de dire, l'homme doit donc en fonction du moment et de l'état de ses connaissances techniques et des besoins économiques, choisir au sein des ressources naturelles les éléments dont il a besoin pour le développement économique.

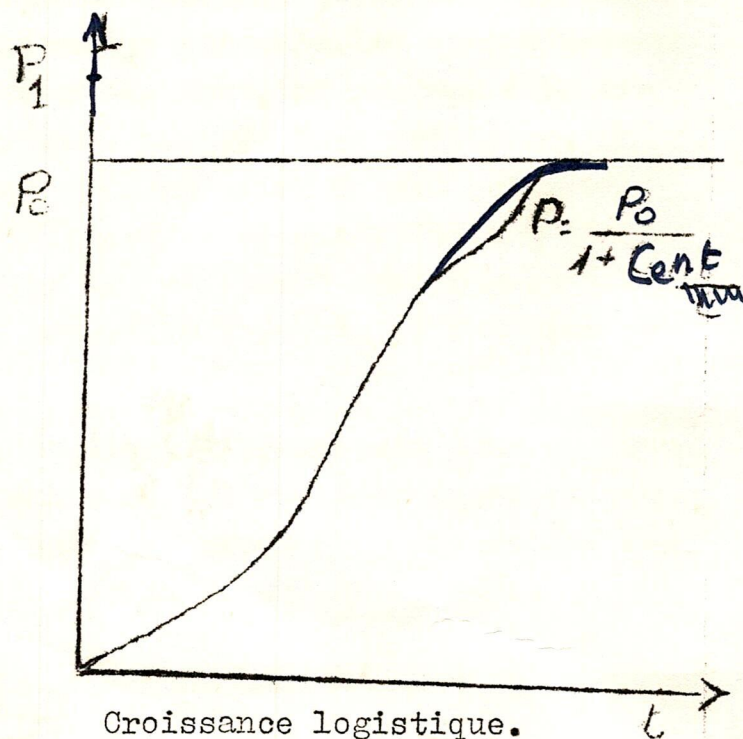
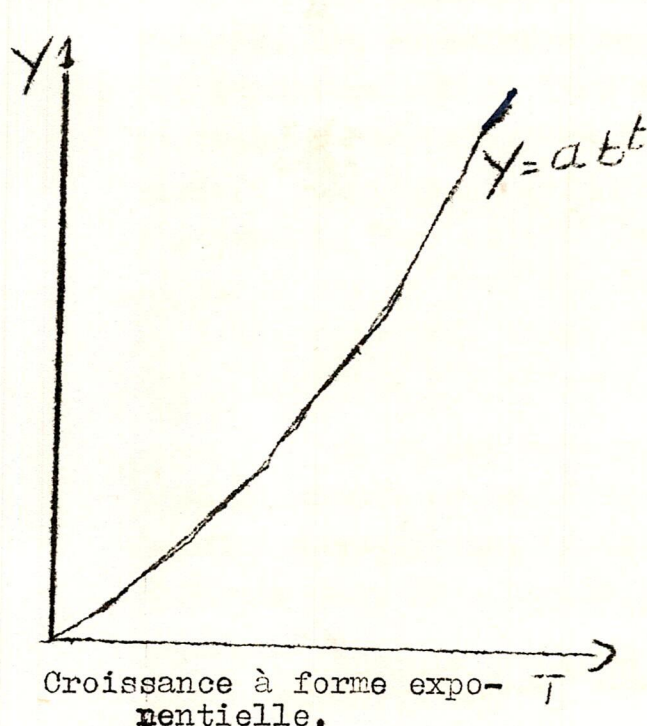
Sous-Section 2 : Rôle des Matières Premières dans le Développement.

Nous l'avons déjà dit, le phénomène de la croissance est extrêmement complexe. Le développement dans le temps du produit national exige en effet la réalisation d'un certain nombre de conditions que nous pouvons résumer en une augmentation de la population, de la quantité de ressources disponibles, une augmentation du volume de capital technique, une amélioration des techniques de production, de la qualification de la main-d'oeuvre, et l'amélioration de l'environnement général. Nous essaierons de replacer les matières premières parmi les différents facteurs de croissance. Nous dégagerons ensuite les limites de la contribution de ce facteur spécifique.

§ 1 : Les principaux facteurs de croissance

Un mouvement d'expansion des grandeurs économiques ne signifie pas en soi la croissance. C'est dans la mesure où un mouvement d'expansion a un caractère de tendance, c'est-à-dire s'affirme de façon régulière et sur une période assez longue que l'on peut le qualifier de croissance. Elle serait donc synonyme d'expansion tendancielle. C'est un aggrandissement des dimensions qui tend à se

faire suivant un schéma multiplicatif et non additif. Mathématiquement, nous pouvons parler de croissance croissante et de croissance logistique pour ne citer que ces deux principales.



1) Cette forme exponentielle est celle de la loi démographique de Malthus qui est fondée sur un mouvement de subsistances à progression arithmétique et sur le mouvement de la population qui suit une progression géométrique. Cependant, l'on ne peut pas attribuer à tous les phénomènes de variation de grandeurs économiques un caractère exponentiel.

2) La croissance à forme logistique repose sur l'hypothèse répandue d'un ralentissement séculaire de la croissance. Dans le cas d'une nouvelle industrie, il est logique de penser qu'une industrie à ses débuts, surmonte des difficultés, connaît ensuite une progression à un rythme accéléré dans sa phase de jeunesse, et enfin stagne à la phase de maturité sous le coup de la concurrence des industries jeunes.

Nous ne ferons pas volontairement dans cet exposé, mention des différentes théories de la croissance, ni de ses diverses formes. Cela ne veut pas dire que le point manque d'intérêt. Nous voudrions seulement ne pas trop sortir du cadre de ce sujet. Nous tenterons seulement de faire ressortir quelques facteurs importants de la croissance, ce qui nous permet de mieux cerner le rôle des matières premières dans la croissance. Pour la clarté de l'exposé, nous regroupons les divers facteurs hormis les matières premières en deux grandes catégories :

A/- LES FACTEURS SOCIAUX ET ECONOMIQUES

1°/- La Population :

La population constitue le facteur de différenciation le plus important entre pays : aspects quantitatifs et surtout qualitatifs sont le maître facteur explicatif des écarts entre taux de croissance et entre niveaux de vie.

a) - Aspects Quantitatifs

On peut se demander a priori si la densité de la population est un facteur important pour la croissance économique. Il est certain qu'une population très clairsemée comme celle de la Province de l'Est de la République Unie du Cameroun avec 2 habitants au kilomètre carré, peut être un obstacle, dans la mesure notamment où les dépenses de transport pèsent plus lourdement, et de façon plus générale, où l'ensemble de l'infrastructure est utilisé moins intensément. Une densité très forte est également un handicap à la croissance quoi qu'en disent les théories mercantilistes. Quoiqu'il en soit, chaque pays a ses particularités. En fait, parmi les pays ayant les niveaux de vie les plus élevés, on trouve aussi bien de pays à faible densité comme le Royaume-Uni. On connaît les effets néfastes d'une population stagnante. Cependant, l'expérience actuelle des pays sous-développés semble montrer en définitive qu'une poussée démographique intense est plutôt un handicap.

b) - Aspects Qualitatifs

L'école n'est plus seulement un instrument pour réaliser l'épanouissement de l'homme. On a pris conscience de la liaison étroite qui existe entre éducation et croissance économique. Denison l'a démontrée mathématiquement. Il est donc nécessaire, et surtout dans les pays en voie de développement, de mettre l'éducation au service d'une politique de croissance économique.

c) - Le cadre institutionnel et sociologique

La croissance postule une certaine attitude psychologique et est freinée par certaines structures sociologiques. On oublie trop souvent qu'il ne peut y avoir croissance économique que si la population manifeste une suffisante volonté de croissance. Il faut reconnaître que l'élément fondamental est l'existence d'un nombre

suffisant de personnes animées de l'esprit d'entreprise, disposées et décidées à courir des risques, à lancer de nouvelles combinaisons de production au sens de Schumpeter, à ne pas se contenter de suivre l'exemple du passé, mais à innover résolument, même s'il faut pour cela lutter contre tous les éléments plus inertes de la population, peu enclins à accepter des changements qui bouleversent leurs habitudes.

Les différences des taux de croissance entre pays industrialisés et pays sous-développés s'expliquent en partie par cet état d'esprit. Un des grands obstacles à l'expansion de divers pays africains, asiatiques ou sud-américains, vient de l'absence dans ces pays d'une catégorie d'hommes désireux de tenter l'expérience industrielle. Les hommes ayant un certain goût du risque se dirigent beaucoup plus vers des combinaisons commerciales car le rendement est immédiat, et les titulaires de gros revenus préfèrent des dépenses somptuaires à des investissements productifs.

L'économie nationale bien réalisée doit pouvoir vivre en symbiose avec l'environnement. L'isolationnisme est aujourd'hui combattu par la doctrine libérale de libre-échange.

2°/ - L'Environnement Extérieur

Chaque pays est situé au milieu d'autres pays avec lesquels il a de nombreux échanges qui facilitent à des titres divers sa croissance. Chaque Etat souhaite bénéficier des résultats des recherches scientifiques des autres. Il est vrai que la plupart des découvertes sont protégées pendant un certain temps par des brevets. Elles se transmettent cependant à d'autres pays, soit par la vente des brevets, soit par l'octroi de licence de fabrication, soit enfin par l'installation dans un autre pays d'une usine par la société détentrice du brevet. Ce transfert de technologie, souvent réclamé par le Tiers Monde induit néanmoins quelques problèmes. Retenons entre autres celui du manque de personnel local qualifié. La vie économique intégrée permet aussi aux pays de s'approvisionner en matières premières et de constituer réciproquement des débouchés aux produits manufacturés. Il ne faut pas perdre de vue que le commerce extérieur constitue un stimulant au dynamisme d'un pays.

B/- LES FACTEURS TECHNIQUES ET TECHNOLOGIQUES

Ils sont au nombre de trois : la connaissance, l'innovation, l'investissement.

1°) - La Connaissance

Un élargissement des connaissances scientifiques a toujours précédé les applications pratiques. Il est d'ailleurs classique de distinguer trois stades dans le processus qui conduit au progrès technique: la recherche scientifique, la recherche appliquée, les développements des inventions techniques au stade de la production industrielle ou agricole. On note que le volume total de la recherche est très inégalement réparti entre les secteurs, les industries et entre les nations. Cette organisation de la recherche, qui de surcroît requiert de capitaux importants est absente ou reste embryonnaire dans les pays en voie de développement.

2°) - L'Innovation dans la croissance économique

La connaissance scientifique seule ne suffit pas pour promouvoir le développement économique. Les applications concrètes sont encore peu et cela pour deux raisons principales.

En fait l'innovation est un acte positif demandant généralement un effort. Elle entraîne fréquemment des risques et par conséquent ne peut être que l'œuvre d'hommes ayant un tempérament d'entrepreneur au sens de Schumpeter.

La deuxième raison tient de l'inertie des entreprises qui se cantonnent dans les pratiques antérieures. Elle tient aussi à l'inertie du personnel de l'usine qui répugne à modifier ses habitudes de travail. Le temps de réadaptation du personnel aux nouvelles techniques peut en effet justifier la crainte du chômage technique de la part du personnel. Quoiqu'il en soit, on note une tendance à la réduction des délais entre la découverte scientifique et la généralisation de ses applications. Dans le monde capitaliste contemporain, la création technique est devenue une activité courante de la firme. L'entrepreneur innovateur n'est pas seulement médiateur entre deux mondes étanches de la recherche pure et de l'application concrète, mais l'initiateur d'événements nouveaux aussi bien scientifi-

ques, techniques qu'économiques et l'auteur de la conversion des uns aux autres. Nous voyons donc que le rôle de l'entrepreneur est déterminant dans le développement économique car il vient compléter celui du chercheur. Cependant il doit être financièrement capable de jouer ce rôle.

3°) - Investissement et Croissance

Pour que le produit national s'accroisse dans le temps, ce qui est l'un des indicateurs de la croissance, il faut non seulement que la capacité de production de l'économie nationale augmente, mais encore que cette capacité supplémentaire soit utilisée. C'est l'investissement qui permet d'augmenter la capacité de production.

Au cours d'une période donnée, pour le pays tout entier, l'investissement brut nécessaire comprend trois termes :

- Le renouvellement des installations physiquement usées ou économiquement démodées;
- La modernisation des installations existantes;
- La création de nouvelles installations, destinées à employer la main-d'oeuvre disponible soit du fait de l'expansion démographique, soit du fait de l'amélioration des techniques dans les installations existantes, donc libération de main-d'oeuvre.

Les trois éléments contribuent, chacun à sa façon, à la croissance. Le premier, parce que le renouvellement ne se fait pas généralement pas à l'identique, mais permet de mettre en oeuvre des techniques plus perfectionnées demandant moins de main-d'oeuvre pour la même production. Il en est de même pour le second. Le troisième enfin, crée de nouvelles capacités de production. C'est ce qu'on appelle l'investissement net.

En faisant abstraction du problème de répartition des investissements par secteur et par type d'équipement, on constate que l'investissement net quelle que soit sa destination et son objet semble remplir dans l'économie deux fonctions qui peuvent paraître contradictoires. D'une part en tant qu'élément composant de la demande globale, il doit à tout moment être suffisant pour que le produit national s'établisse à un niveau tel que la main-d'oeuvre disponible et la capacité de production existante soient totalement employées; mais d'autre part, il aboutit à la création

d'une capacité de production supplémentaire qui devra aussi être utilisée. Pour surmonter cette contradiction, il est nécessaire de déterminer le taux auquel l'investissement et le Produit National doivent croître pour que le plein emploi de la main-d'oeuvre et la pleine utilisation de la capacité de production soient constamment réalisés dans le temps. Si ce taux n'est pas atteint, le processus de croissance débouche sur le déséquilibre. C'est d'ailleurs ce que tendent à démontrer les modèles de croissance post-keynésiens fondés sur l'égalité des grandeurs $I = S$. (investissement = Epargne). En effet le modèle de Harrod-Domar explique la croissance par les considérations relatives à la formation du capital. Il vise à montrer la difficulté d'une croissance équilibrée. Il postule l'instabilité plus qu'il ne la démontre. Quoiqu'il en soit, le lien entre investissement et croissance n'est plus à démontrer. Mais nous allons essayer de l'établir pour les matières premières

§ 2 : Portée et limite du rôle des matières premières dans la croissance économique.

A/- De l'importance des matières premières.

L'importance des Ressources Naturelles du point de vue du développement est bien connue dans les pays en voie de développement. Elles constituent avec les ressources humaines le principal atout économique. On peut soutenir ce point de vue par trois considérations.

a) Tout d'abord, le fait de disposer chez soi de ressources naturelles peut stimuler la création de certaines industries de transformation qui pourrait évidemment travailler sur des produits importés. L'exemple historique est la localisation des grandes zones industrielles en Grande-Bretagne. Les chefs d'entreprises attachent souvent une grande importance au fait de s'approvisionner dans leur pays, considérant qu'il y a là un précieux élément de sécurité. Il arrive néanmoins fréquemment qu'une industrie installée initialement sur des matières premières nationales travaillent ensuite exclusivement ou largement à l'aide de produits importés. Ainsi la sidurgie européenne, notamment en France, en Belgique, au Luxembourg, a utilisé d'abord du minéral local, mais fait appel de plus en plus à du minéral importé.

b) Le fait aussi de disposer chez soi de matières premières relativement bon marché a des répercussions psychologiques hors de

proportion avec ce qui découlerait d'un strict calcul économique. La découverte, peu après la guerre, de riches gisements de gaz naturel en Italie, y a favorisé l'essor de l'industrie chimique.

c) La troisième considération est relative aux limites du commerce extérieur. Il est toujours un phénomène délicat. Il y a d'abord des risques de coupure d'approvisionnement. Le choc de l'embargo pétrolier sur les économies occidentales est à cet égard significatif. Il y a aussi risques de variation des qualités, de variation de cours mondial des produits importés et exportés, pouvant dans un cas renchérir le coût des matières utilisées, et dans l'autre provoquer des difficultés d'équilibre de la balance des paiements.

L'ensemble de ces risques explique que les gouvernements européens cherchent à maintenir une production charbonnière plus élevée que ce qui serait strictement dans les perspectives les plus probables d'évolution des prix. La menace de fluctuations des prix est un obstacle particulièrement grave pour les pays sous-développés, qui voudraient pouvoir, dans leur plan de développement, escompter des rentrées régulières de devises. C'est à ce niveau que nous pouvons introduire une quatrième considération propre aux pays en voie de développement.

d) C'est au moment du démarrage, et c'est le cas du Tiers-Monde, que l'existence des ressources naturelles est précieuse. Elle facilite l'obtention des devises étrangères dont le pays a besoin pour ses achats en biens d'équipement. Les récents développements des problèmes de matières premières, la convocation d'une session spéciale des Nations Unies consacrée aux matières premières à l'initiative des pays du Tiers-Monde, soulignent éloquemment son importance dans leurs économies. Nous constatons par conséquent que dans les pays en voie de développement, la vie économique gravite essentiellement autour de l'exploitation et de l'utilisation de leurs ressources naturelles, dans l'agriculture comme dans les mines. Si ce rôle stratégique est presque unanimement reconnu aux matières premières, il faut cependant faire ressortir ses limites et souligner aussi l'importance d'une politique globale de développement planifié.

B/- Les limites de la contribution des matières premières.

Il convient d'apporter un tempérament à la contribution de cet élément au développement économique. Il existe d'ailleurs des pays

très démunis de matières premières qui ont connu un remarquable essor économique, tel est le cas de la Suisse ou de la Norvège; il existe aussi des pays très riches en ressources naturelles qui n'ont pas encore démarré économiquement, on en trouve des exemples dans le Tiers-Monde.

A côté des ressources naturelles, de nombreux facteurs sont essentiels pour le développement économique : capitaux, main-d'oeuvre qualifiée, encadrement solide, planification réaliste et politique économique bien conçue. Si l'un ou l'autre de ces éléments présente des failles, le développement des pays, mêmes riches en ressources naturelles, peut être entravé. Par ailleurs, les plans de développement, pour être efficaces, ne doivent pas se concentrer sur l'exploitation des ressources naturelles au dépens des ressources humaines et d'autres éléments vitaux du développement. Néanmoins, la connaissance des ressources naturelles d'un pays et des moyens de l'utiliser de façon productive et avantageuse est une des conditions fondamentales du développement économique général.

C'est pourquoi nous verrons dans la section suivante qu'une nation peut très bien fonder son décollage économique sur l'exploitation de ses ressources naturelles. Les exemples historiques viennent confirmer ce point de vue.

Section 2 : Illustration du rôle des matières premières locales comme base de développement économique.

La prolifération des théories sur la contribution des matières premières au développement n'est pas seulement une oeuvre spéculative et non fondée sur aucune réalité. Des exemples historiques de développement largement favorisés par la présence des matières premières sont nombreux (I). Le Tiers-Monde pris en défaut par les capitaux et les autres facteurs fondamentaux du développement économique, compte beaucoup sur leurs ressources naturelles (II).

Sous-Section I : Des exemples historiques

§ 1 : L'exemple de l'Angleterre

La révolution industrielle qui a eu lieu à partir du milieu du XVIIIème siècle en Angleterre et un peu plus tard dans les autres pays occidentaux a progressivement transformé les sociétés traditionnelles, est avant tout une révolution agricole qui, dans les sociétés où elle s'est produite, a permis et suscité un développement sans

précédent du secteur industriel et minier. Jusqu'alors, le surplus agricole dû à la " révolution " néolithique restait insuffisant et engendrait d'ailleurs des crises périodiques empêchant tout progrès continu du développement économique. Les changements profonds dans le système de production agricole qui ont précédé la révolution industrielle ont fait sauter ce verrou. Ce que nous pouvons appeler déterminisme agricole suppose pour le démarrage industriel substantiel un développement préalable ou, du moins concomitant de l'agriculture. Les matières premières agricoles anglaises ont été à la base de sa révolution industrielle et partant de son développement économique. Quelles ont été en fait les conséquences de cette révolution agricole sur le processus d'industrialisation ?

A/- Révolution agricole et la Révolution démographique

A partir des dernières années du XVIIIème siècle, en Angleterre et un peu plus tard dans les pays européens, les progrès de la médecine ont permis de soustraire à la mort des pourcentages sans cesse croissants d'enfants et d'adultes. Par contre, pour les périodes antérieures, on peut écarter presque totalement ce facteur médical. Le plus illustre démographe de cette période, Malthus, a admis que les ressources alimentaires conditionnent totalement les progrès de la population. La médecine peut empêcher des malades de mourir, mais ne permet pas de survivre en cas d'insuffisance alimentaire prolongée. En permettant une modification profonde dans les taux d'accroissement de la population, la révolution agricole a permis de constituer une forte augmentation de la demande de biens non seulement agricoles, mais également manufacturés.

B/- Révolution agricole et demande industrielle

Dans le cas de l'Angleterre, le coton a joué un double rôle. Un rôle quantitatif car vers 1840 le textile occupait 75 % de l'emploi industriel et à l'intérieur du textile le coton représentait 50 % de ce secteur (1). Les articles en coton fournissaient 40 % des exportations totales. Le coton a également joué un rôle qualitatif important. C'était grâce à la nature particulière de ce fibre que la mécanisation de l'industrie textile a pu être menée à bien. Ainsi, en suscitant un accroissement de la demande de biens de consommation, notamment de produits textiles, le développement agricole a fourni un stimulant

très important au déclenchement de la révolution industrielle.

La sidérurgie locale a aussi bénéficié pour son essor, de la demande accrue de fer émanant de l'agriculture. Cette situation a permis l'introduction et la généralisation rapide du charbon à la place du bois.

C/- Révolution agricole et le financement de l'industrialisation

Dans les premières phases, l'essentiel des capitaux et surtout des entrepreneurs, qui conduit aux bouleversements de la révolution industrielle était d'origine modeste et presque toujours agricole. Cet état de fait rentre bien dans la théorie des physiocrates selon laquelle seule la terre est productive, seule elle est à l'origine de toute richesse. Donc seule l'agriculture peut dégager des capitaux nécessaires au démarrage de l'industrie.

Les matières premières agricoles ont fourni dans les premières phases une fraction dominante des capitaux qui ont permis le démarrage de la révolution industrielle. Beaucoup d'autres pays ont aussi appuyé leur démarrage économique sur les matières premières abondantes sur leur territoire.

§ 2 : Rapport entre ressources naturelles et le niveau du développement de certains pays développés.

Les produits tirés du sol ou du sous-sol que la terminologie onusienne range dans la vaste catégorie des produits de base sont aussi nombreux que divers. Ces produits ont varié suivant les époques. Aujourd'hui, le Tiers-Monde exporte vers le reste du monde des minerais et des matières premières agricoles qui, pour la plupart, ne faisaient pas l'objet d'une quelconque exploitation il y a moins d'un siècle. Le pétrole, la bauxite, le fer ou le cacao, n'apparaissaient pas dans la nomenclature du commerce international.

Le Tiers-Monde n'est pas le seul détenteur des produits de base; les pays industrialisés ont pour certains produits un monopole presque absolu, dans la mesure où ils sont les seuls à disposer d'une importante capacité d'exportation. Dans ce cadre, les exportations de produits alimentaires ont rapporté aux U.S.A., en 1973, un supplément de recettes de 9 milliards de dollars dont 7 grâce aux seules ventes de blé.

Et, paradoxalement, 2 milliards de plus ont été gagnés en vendant des produits alimentaires aux pays les plus pauvres; ceux dont la situation est habituellement mise en avant pour condamner la hausse du prix du pétrole. Les pays développés viennent en tête dans les exportations des principaux produits de base. En 1973, la situation était la suivante pour ces quelques produits de base :

Blé : production mondiale en 1973 = 364.000.000 de tonnes

Principaux producteurs :

Etats-Unis

Chine

France

Canada

Australie

Union Soviétique.

Coton : production mondiale : 13.000.000 de tonnes en 1973

Principaux producteurs

Etats-Unis = 2. 993.000 tonnes

U.R.S.S. = 2. 450.000 tonnes

Chine = 1. 410.000 tonnes

Inde

Pakistan

Egypte

Maïs : production mondiale : 311.000.000 de tonnes en 1973

Principaux producteurs

Etats-Unis

Marché Commun

Brésil

U.R.S.S.

Argentine

Aluminium : production mondiale : 14. 000.000 de tonnes en 1972

Principaux producteurs :

Etats-Unis = (3.788.000 tonnes)

U.R.S.S. = (1.785.000 tonnes)

Japon = (1.014.000 tonnes)

Canada = (907.000 tonnes)

Norvège = (542.000 tonnes).

Bois : Production mondiale 1971

Principaux producteurs :

U.R.S.S.	=	384 millions de m ³ de bois rond
Etats-Unis	=	340 millions de m ³ de bois rond
Canada	=	121 millions de m ³ de bois rond
Europe	=	350 millions de m ³ de bois rond.

Cuivre : Production mondiale : 7 millions de tonnes en 1972

Principaux producteurs

Etats-Unis	=	21 % de la production mondiale
U.R.S.S.	=	14 %
C I P E	(Chili, Pérou, Zaïre, Zambie = 30 %)	

Fer : Production mondiale : 1.047.000 tonnes en 1972

Principaux producteurs :

U.R.S.S.	=	206 millions de tonnes
Etats-Unis	=	77 millions de tonnes
Australie	=	63 millions de tonnes
Brésil	=	40 millions de tonnes
Canada	=	38 millions de tonnes
Scandinavie	=	38 millions de tonnes

Phosphate : Production mondiale : 90.000.000 de tonnes en 1973

Principaux producteurs

Etats-Unis	=	37.000.000 de tonnes
U.R.S.S.		
Maroc		
Tunisie		

Pétrole : Production mondiale : 2.500 millions de tonnes en 1971

Principaux producteurs :

Etats-Unis	=	532 millions de tonnes
U.R.S.S.	=	378 millions de tonnes
Iran	=	227 millions de tonnes
Arabie Séoudite	=	222 millions de tonnes
Vénézuela	=	184 millions de tonnes
Koweït	=	145 millions de tonnes
Libye	=	132 millions de tonnes.

Sources : Les dossiers " Jeunes Afrique" et "Economia"
dossier bis de Juillet 1974.

Nous avons volontairement limité cette illustration à ces quelques produits de base. Elle nous permet de constater que malgré l'importance vitale des matières premières dans les économies du Tiers-Monde, ce dernier reste un producteur marginal de ces produits. S'il est vrai que le monde développé est bien doté en produits de base, il est encore plus vrai que ce sont les Etats-Unis et l'Union Soviétique qui sont les deux plus grands producteurs mondiaux de beaucoup de matières premières tant agricoles que minérales et énergétiques.

Le monde riche est en même temps riche en matières premières. La coïncidence est trop grande. La présence de ces ressources naturelles doit avoir certainement joué un rôle plus ou moins déterminant. Les pays du Tiers-Monde n'ont pas besoin d'autres explications. Les ressources naturelles sont un atout considérable pour le développement économique d'une nation.

Sous-Section 2 : La conviction dans les pays du Tiers-Monde.

Le Tiers-Monde est maintenant convaincu que son démarrage économique ne peut se faire en comptant sur l'étranger. L'aide étrangère, en dépit de toutes ses implications politiques suffit à peine pour rembourser les dettes extérieures. Nous avons déjà eu l'occasion de souligner l'importance des matières premières dans un monde sous-développé dépourvu de capitaux comme l'est le Tiers-Monde.

§ 1 : Les ressources minières et énergétiques

Nous l'avons déjà dit, leur présence est un atout majeur pour le développement. C'est d'ailleurs en fonction de la dotation naturelle en elles que l'on parle des pays les plus démunis du globe. La hausse de cours de certains produits de base, a permis aux pays producteurs d'encaisser des ressources supplémentaires. La Revue "Entreprise du 14 Juin 1974 nous fournit les statistiques sur ce qu'elle qualifie de " grande fièvre de matières premières" entre Novembre 1972 et Novembre 1973 :

Hausse de cours :

Zinc	+ 360 %
Phosphate	+ 180 %
Coton	175 %
Caoutchouc	117 %
Cuivre	115 %

Laine	110 %
Bois	100 %
Blé	80 %
Pétrole	70 %
Soja	55 %
Or	50 %
Sucre	42 %

Source : Revue "Entreprise" du 14 Juin 1974 Page 6.

Les ressources supplémentaires dues à cet affolement des prix, si elles ne sont pas éponnées par ailleurs, constituent un élément appréciable pour le développement, et suscitent l'envie et l'admiration des nations plus démunies, vis-à-vis des autres pays du Tiers-Monde réceleurs de matières premières. L'exemple le plus frappant est celui des Etats Arabes producteurs du pétrole qui disposent actuellement de capitaux tellement énormes que le problème de l'utilisation rationnelle de ces capitaux se pose en terme aigu. Les autres pays du Tiers-Monde ont axé leur développement sur une dotation non moins importante : les ressources d'origine agricole, en principe non épuisables.

§ 2) L'Agriculture en pays sous-développés

Aujourd'hui, après le triomphe de l'industrialisation, l'agriculture devient progressivement une branche de l'industrie. L'on est encore loin d'une telle situation dans les pays du Tiers-Monde.

En Afrique comme en Asie et en Amérique Latine, la terre conserve sa valeur prééminente. La croissance démographique accélérée donne même une acuité particulière aux problèmes agricoles. La part que fournit l'agriculture à la production intérieure brute demeure prépondérante. Elle est rarement inférieure à 40 %, mais avoisine fréquemment 50 à 80 % (Tableau I).

Dans les pays du Tiers-Monde, et en Afrique plus qu'ailleurs, 70 à 90 % de la population active se trouvent engagés dans les activités agricoles et forestières (Tableau II).

On se trouve dans ces pays dans une situation paradoxale. Une population essentiellement agricole n'arrive plus à se nourrir de son propre travail. La croissance démographique y est pour beaucoup, mais

aussi l'érosion des sols et surtout la faible productivité du travail paysan. Parfois aussi, l'on a trop négligé les cultures vivrières au profit des cultures d'exportation. La volonté du développement ne peut qu'aggraver cette situation complexe, puisqu'elle s'appuie sur la nécessité d'une expansion de l'agriculture. En effet, pour l'économiste, la terre constitue un élément essentiel de la vie économique des pays du Tiers-Monde contemporain. L'agriculture est ~~incontestablement~~ la base du développement économique. Elle l'est dans les cas que nous envisagerons tour à tour.

Part de l'agriculture dans la production intérieure brute
(en milliards de francs CFA)

Payx	Année	Production auto-con-sommée	Production commerciale	Secteur primaire - Valeur ajoutée au coût des facteurs	P.I.B.
Mauritanie	:1959 :	6,6	5,4	10	: 11,8 :
Sénégal	:1959 :	23,4	89,2	37,4	: 91,6 :
Côte d'Ivoire	:1960 :	41,3	93,3	71,2	:115,3 :
Dahomey	:1959 :	15	14,2	17,9	: 26,5 :
Mali	:1959 :	25,8	34,2	35,7	: 55 :
Haute-Volta	:1959 :	25,8	12,9	26	: 37,5 :
Niger	:1960 :	28,4	15,2	30,5	: 43,6 :
Togo	:1958 :	7,2	16,3	14,1	: 21,7 :
Congo-Brazzavil.	:1958 :	4,6	14,1	6,9	: 16 :
Cameroun	:1960 :	3	25,7	7,6	: 24,7 :
Gabon	:1959 :	31,2	58,2	49,8	: 82,4 :
Madagascar	:1956 :	32	54,3	41,6	: 76,1 :

Source : Ministère de la Coopération, Paris 1963

Population active et Population agricole

: P a y s	: Population active	: Population agricole :
:	:	en pourcentage
: Congo-Brazzaville(1960):	360.000	: 76 %
: Gabon (1960):	250.000	: 79 %
: Dahomey -"- :	950.000	: 92 %
: République Centrafric.":	600.000	: 78 %
: Niger (1960):	885.000	: 94 %
: Cameroun -"- :	5.000.000	: 90 % de la po.tot:
: Soudan (1959):	2.400.000	: 86 %
: Haute-Volta (1959):	2.300.000	: 94 %
: Tchad (1959):	1.350.000	: 88 % de la po.tot:
: Madagascar (1960):	-	: 90 % de la po.to.:

Source : Economie Politique du Tiers-Monde par Marcel RUDLOFF
Edition CUJAS - p.209.

A/- L'Agriculture vivrière

Dans un pays essentiellement agricole, il est normal que le développement ne prenne son départ que dans l'agriculture. Les hommes vivent pour l'essentiel des produits de la terre (riz, manioc, macabo, patate, fruit, etc...) L'essor de l'agriculture vivrière qui est absolument indispensable, peut faciliter de deux manières le développement économique général.

a) - Les besoins nés de la croissance démographique et urbaine

La croissance démographique dans le Tiers-Monde se fait à un rythme extraordinaire. Le cri d'alarme est souvent lancé par la F.A.O. Par ailleurs, les campagnes du Tiers-Monde se dépeuplent au profit des villes naissantes. Il se crée ainsi, autour des grandes villes, ce que les géographes appellent "bidonvilles" où végète une population rurale misérable. Dans les villes mêmes, l'extension de la masse des revenus permet d'augmenter les achats alimentaires. Il résulte de ces trois motifs, une demande accrue des produits vivriers qui, par ailleurs ont vu leur production reculer devant celle des produits d'exportation.

D'après les rapports des experts de la F.A.O., le risque de

famine pèse encore sur le Tiers-Monde. Il est donc d'une extrême gravité de constater, ces dernières années, un retard de la production alimentaire sur la croissance démographique. Par exemple, le IV^e Plan Indien, qui s'est achevé le 31 Mars 1974, visait une production de 129 millions de tonnes de céréales par an. Or la récolte **est estimée** cette année à 108 millions de tonnes, c'est-à-dire au niveau de 1971 (1).

La marge à combler souligne éloquemment l'urgence d'une politique d'expansion de l'agriculture vivrière.

L'agriculture est non seulement nourricière des hommes oeuvrant pour le développement, elle fournit aussi au pays la base d'une première poussée industrielle.

b)- La première vague d'industrialisation

Les cultures vivrières, doublées des cultures industrielles telles que le coton, le cacao... fournissent les premiers éléments d'une industrialisation enracinée dans le pays. L'usine Chococam et celle de la CICAM illustrent de manière éclatante ce point de vue. En effet, l'industrialisation se situe à la fois en aval et en amont de cette agriculture. En aval, elle transforme les produits de la terre et de l'élevage, en amont, elle fournit les outils, les équipements agricoles adaptés, les engrais et réparent le matériel en service. L'exemple de la Grande-Bretagne que nous avons cité plus haut reste par conséquent un modèle de collaboration entre l'agriculture et l'industrie naissante. Je pense qu'il suffit pour cela de faire un effort d'adaptation à chaque cas spécifique. Par ailleurs, l'agriculture assume, pour l'Afrique Noire et bien d'autres pays du Tiers-Monde une nouvelle fonction : celle de financer les importations des biens d'investissement.

B/- L'agriculture d'exportation

Les exportations des pays du Tiers-Monde africain comprennent **essentiellement** des produits agricoles. Les pays pétroliers et miniers représentent encore des cas d'exception. Remarquons que l'essor économique au XIX^e siècle de certains pays comme l'Australie, les Etats-Unis, etc, s'appuie, pour une très large part sur les recettes venant

(1) Economiste du Tiers-Monde - n° 6 page 43 - Article de MOHAN RAM.

des exportations agricoles. Les statisticiens de la F.A.O. ont calculé que, sur vingt-huit pays du Tiers-Monde, vingt-trois exportent des produits agricoles représentant 70 % de la valeur des recettes totales; et sur six pays, l'agriculture fournit plus de 80 % des exportations. Le tableau suivant évalue la part des exportations agricoles dans le total des recettes d'exportation pour un certain nombre de pays producteurs primaires.

: P a y s	: Part des exportations agricoles : dans les recettes totales d'expor- : tation : 1961 en %
: République Arabe-Unie	: 76 %
: Ghana	: 77 %
: Nigéria	: 86 %
: Tanganyika	: 79 %
: Ouganda	: 90 %
: Madagascar (1960)	: 93 %
: Inde	: 46 %
: Argentine	: 97 %
: Costa-Rica	: 96 %
: Birmanie	: 95 %
: Ceylan	: 95 %

Source: Economie Politique du Tiers-Monde Ed. CUJAS par Marcel RUDLOFF.

Ainsi, les matières premières peuvent jouer un rôle déterminant dans le développement économique. Au sein des facteurs essentiels de la croissance, ce rôle est plus ou moins important selon que l'on se trouve dans un pays développé ou dans un pays sous-développé. Dans l'un et l'autre cas, l'utilisation effective des matières premières nécessite souvent de capitaux énormes et un personnel qualifié et adapté.

CHAPITRE II : PROSPECTION et EXPLOITATION DES RESSOURCES NATURELLES et LEURS PROBLEMES.

Pourquoi ce Chapitre ? Il se justifie dans la mesure où la notion de ressources naturelles est liée à beaucoup d'autres choses. L'utilisation rationnelle des ressources naturelles doit être précédée de leur inventaire et de leur étude. Bien qu'on sache beaucoup de choses

sur l'existence de ces ressources et sur les moyens de les utiliser, il reste beaucoup à apprendre à leur sujet, même dans les pays avancés. Néanmoins, une tâche importante dans la plupart des pays en voie de développement consiste encore à identifier exactement les ressources naturelles disponibles et à définir les meilleures méthodes de leurs utilisations rationnelles.

Aux divers stades initiaux de cette opération, la science, la technique et les capitaux ont un rôle fondamental à jouer : lever, inventaires, études de classification, essais expérimentaux et essais pilotes, évaluation, études d'utilisation, répartition efficace des résultats obtenus et industrialisation en fonction des ressources locales. Le concept utilisation rationnelle s'oppose ici au gaspillage.

Compte tenu de toutes ces difficultés, nous évoquerons brièvement, autant que faire se peut, les problèmes des connaissances du monde en matière de ressources naturelles. Nous tâcherons aussi de faire ressortir les problèmes spécifiques de capitaux qui se posent au Tiers-Monde dans ce domaine. Les sciences et les techniques ne cessent de progresser. Les recherches de matières premières sont menées de façon massive. Quel espoir pouvons-nous mettre dans cet effort que fournit le Tiers-Monde.

Section I : Problèmes des connaissances

Dans cette section, il ne s'agit pas pour nous de donner un tableau récapitulatif des réserves mondiales. Nous aurons seulement à dégager les caractéristiques des connaissances en matière de ressources naturelles. Il nous reviendra particulièrement de mettre l'accent sur le caractère incomplet et provisoire des connaissances acquises.

§ 1 : L'état des connaissances dans le monde

Comme dans beaucoup d'autres domaines, les connaissances dans celui des matières premières sont moins développées dans le Tiers-Monde. Les pays développés ont à leur disposition des techniques, des capitaux et du personnel qualifié pour mener à bien cette tâche. Leurs ressources naturelles sont assez mieux connues bien que quelques découvertes se fassent encore.

En revanche, de nombreux pays en voie de développement n'ont encore qu'une connaissance incomplète de leurs ressources naturelles.

Le Tiers-Monde espère utiliser la science et les techniques modernes pour accélérer l'inventaire de ses produits de base. C'est là peut-être l'un des domaines d'application privilégiés de la science et des techniques à l'heure actuelle.

§ 2 : Limites des connaissances acquises

Si nous avons dit que dans les pays les plus étudiés et les plus développés, le panorama des connaissances sur les matières premières peut être considéré complet, cela n'est cependant vrai que dans une perspective générale et superficielle. Cet état de chose va de soi dans le Tiers-Monde. Il est rare que l'on dispose dans ces pays des connaissances suffisamment précises et détaillées, permettant de mettre en valeur de manière efficace une zone donnée. Signalons tout de suite que le développement des techniques et leur propagation permettront sûrement au Tiers-Monde d'explorer de vastes zones qui n'ont jamais fait l'objet de travaux de recherche. En effet, on fait état chaque jour de découvertes de nouvelles ressources qui apparaissent plus considérables. Le Tchad qui est dans le groupe des pays les plus démunis, vient de découvrir dans son sous-sol du pétrole et de l'uranium. L'Egypte vient aussi de trouver de l'uranium sur son territoire. Les exemples sont nombreux dans le Tiers-Monde; et ces nouvelles découvertes apportent aux Etats concernés des motifs de soulagement et de joie.

Le mot d'ordre dans le Tiers-Monde, serait dans cette optique, de procéder à une prospection systématique de son sol et de son sous-sol, compte tenu de l'atout économique qu'une découverte apporte. On constate malheureusement que le Tiers-Monde est handicapé en personnel et en capitaux nécessaires.

Section 2 : Problèmes de prospection et d'exploitation dans le Tiers-Monde.

On ne doit pas perdre de vue que nous n'avons actuellement qu'une connaissance fragmentaire de la géologie et des ressources minérales, non seulement du Tiers-Monde pris dans son ensemble, mais de presque tous les territoires qui le composent, quel que soit leur degré de développement. Le progrès de connaissance dans ce domaine devra reposer sur une utilisation appropriée de la science et de la technique. Il doit également compter sur une structure administrative adéquate et sur l'apport extérieur en personnel qualifié et en capitaux.

§ 1 : La recherche scientifique et technique

A/- Le Service Géologique

Le service géologique est l'un des importants services que couvre l'effort de la recherche scientifique et technique dans un pays. Le service géologique a un champ d'action très vaste. Il s'occupe de la recherche pure sur la nature et la structure des roches se trouvant sur le territoire national. Ces études sont indispensables pour la détermination et l'évaluation des possibilités de découverte et de mise en valeur des ressources minières, ainsi que pour les études géologiques nécessaires à diverses autres fins. En fait, ces services fournissent également des données non seulement sur les plus connus des minéraux présentant un intérêt économique comme le diamant, les minerais d'or, de cuivre, de fer, etc, mais aussi sur toute une gamme de roches et de substances minérales qui peuvent avoir localement une grande importance comme le calcaire et les argiles pour la fabrication du ciment. Ils s'occupent en outre de la prospection et de l'utilisation des eaux souterraines, minérales, dont l'importance est capitale dans la plupart des régions d'Afrique. Un tel service s'avère par conséquent indispensable pour un pays qui voudrait évaluer scientifiquement ses possibilités naturelles de développement. Son caractère indispensable explique pourquoi on le trouve un peu partout dans le Tiers-Monde, bien qu'il reste tributaire en capitaux et en personnel de l'étranger.

B/- Composition et formation du personnel

Dans le Tiers-Monde, l'organisation interne des services géologiques est depuis quelques années en pleine révolution. Dans le passé, surtout en Afrique, ces services avaient l'avantage, certainement considérable du point de vue technique, d'être constitués d'équipes très homogènes de spécialistes non africains hautement compétents et entièrement dévoués à leur tâche. Il est certain que ces hommes ont fait bénéficier l'Afrique et le reste du Tiers-Monde, d'un fonds de connaissances et d'expériences particulièrement précieux, comme par exemple pour l'établissement des cartes géologiques. Depuis 1960 en Afrique surtout, en raison des changements d'ordre politique, économique et social, ces spécialistes sont en partie remplacés par une nouvelle génération de chercheurs non africains engagés sous contrat, et en partie des autochtones.

Dans bien de cas, ces conditions d'emploi créent un climat d'instabilité et beaucoup de services géologiques ne sont guère pour un temps qu'un assemblage assez hétérogène d'hommes aux compétences inégales et n'ont plus la cohésion des équipes d'autrefois.

Pour que le niveau des services géologiques reste suffisant, il est indispensable que les candidats autochtones soient aussi qualifiés que les autres. Or, nous le savons tous, le recrutement du personnel local souffre précisément de la pénurie de candidats qualifiés, et on doit souvent se contenter d'éléments n'ayant qu'une formation pré-universitaire, quitte à les envoyer plus tard faire des études supérieures. Cette manière de procéder, bien que souvent inévitable, n'en a pas moins d'inconvénients manifestes. Il ne suffit pas d'envoyer un candidat sans préparation, passer quelques mois ou même une année dans un établissement d'enseignement pour en faire un géologue. A ce stade, les universités du Tiers-Monde doivent tout mettre en oeuvre pour former le personnel qui manque sur le marché.

Par ailleurs, on remarque que l'effectif du personnel des services géologiques ne s'accroît que très lentement dans le Tiers-Monde, d'une part en raison de l'attrait que d'autres professions, notamment la médecine, le droit et la fonction publique exercent sur les jeunes qui veulent faire des études supérieures. D'autre part peu d'intellectuels ont jusqu'ici montré à la fois du goût et des dispositions pour les travaux qui sont le lot ordinaire du géologue, notamment pour les missions sur le terrain. On ne peut qu'espérer qu'il s'en trouvera de plus en plus pour s'orienter vers ces services scientifiques et qu'on leur offrira des conditions d'emploi propres non seulement à les y attirer, mais aussi à les y retenir pendant longtemps.

Nous avons pris un service précis pour mieux montrer les difficultés que rencontrent les services scientifiques dans le Tiers-Monde. Les problèmes des services géologiques sont aussi ceux de presque toutes les branches scientifiques dont le développement est nécessaire à l'exploitation des matières premières. Les pays du Tiers-Monde devraient par conséquent intéresser une bonne fraction de leurs jeunes ressortissants à la carrière de chercheur.

§ 2 : Le rôle des pouvoirs publics

L'atout économique que représentent les matières premières n'est plus à démontrer. L'intervention des pouvoirs publics est non seulement souhaitée, mais indispensable. Cette manifestation de l'Etat est cependant tempérée par les circonstances locales. Par exemple les efforts des pays tiennent un peu à la politique des maîtres coloniaux et varient en conséquence. En Afrique d'expression française, l'intervention est assez poussée car le Fonds d'Aide et de Coopération (F.A.C) met à la disposition de ces territoires des organismes spécialisés et des sources importantes pour contribuer à la mise en valeur de leur sol et sous-sol.

Soucieux de son avenir, le Cameroun a pour sa part fait des efforts appréciables pour développer les activités de recherche. L'Office National de la Recherche Scientifique et Technique (O N A R E S T) défini par la loi 65/LF/5 du 22 Mai 1965 qui a été organisé récemment a pour objet de :

- Orienter, coordonner la recherche sur toute l'étendue de la République Unie du Cameroun.
- Susciter et faciliter les recherches scientifiques et techniques destinées à promouvoir le développement économique et social de la Nation.
- Poursuivre l'exécution de ces recherches, réunir des collections, constituer une documentation scientifique et procéder à la publication des travaux de recherches.
- Assurer au nom du gouvernement la liaison avec les organismes scientifiques étrangers et internationaux.
- Assurer la formation des chercheurs et techniciens nécessaires à l'accomplissement de sa mission.

Comme on le voit, l'ambition de l'ONAREST est louable. Il lui faut, pour mener à bien sa mission, des fonds considérables. Cette nécessité de capitaux se fait également sentir dans les autres pays du Tiers-Monde qui ont besoin de promouvoir la recherche scientifique et technique. On ne devrait pas laisser le Tiers-Monde s'essouffler seul dans cette course.

§ 3 : La mondialisation des recherches

Tout le monde est conscient du problème d'évaluation des ressources naturelles. L'Organisation des Nations-Unies apporte sa contribution par le biais du PNUD. Les firmes multinationales consacrent aussi des fonds considérables aux programmes de recherches dans le Tiers-Monde.

A/- La contribution de l'O.N.U.

Les organismes qui composent le système des Nations Unies jouent un rôle de premier plan pour ce qui est d'aider les pays en voie d'émergence à accélérer la mise en valeur et l'utilisation de leurs ressources naturelles. Ces organismes se sont engagés, avec les moyens limités dans toute une série d'activités. Le PNUD et la FAO en particulier, fournissent un appui de grande importance .

1°) - Le P N U D

Le PNUD, entendez Programme des Nations Unies pour le Développement, a vu le jour en 1966. Conformément aux résolutions (1) qui l'ont créé, le PNUD vise en particulier au titre de l'élément Fonds Spécial, à aider les gouvernements à réaliser des projets qui doivent avoir une influence rapide et directe sur le développement économique. Chacun des projets implique normalement une aide permettant l'exploitation d'une ressource en vue d'améliorer les connaissances générales, ou la création d'institutions polyvalentes chargées d'effectuer des travaux de recherches ou des études de caractère général sur les ressources naturelles. Le PNUD essaie d'interpréter la notion de "Préinvestissement" d'une façon assez souple pour qu'elle englobe des activités de base telles qu'une étude hydrologique du bassin du Lac Tchad, où l'élément investissement est moins apparent que de coutume, mais où les ressources en cause sont de toute évidence extrêmement importantes pour le développement de la région toute entière.

Le PNUD est aujourd'hui la source la plus importante d'assistance multilatérale au préinvestissement et d'assistance technique.

(1) La Résolution 222 A (IX) du Conseil Economique et Social et les Résolutions 1240 (XIII) et 2029 (XX) de l'Assemblée Générale.

Il subventionne des projets déterminés qui ressortissent du vaste domaine de la mise en valeur des ressources naturelles. C'est ainsi qu'en 1968, les projets que l'on peut expressément identifier comme relevant directement de la mise en valeur de ressources naturelles ont représenté, avec 12 millions de dollars environ 6 % des dépenses totales consacrées aux projets par le PNUD.

2°) - LA FAO (1)

D'une façon générale, en ce qui concerne les matières premières dérivées de l'agriculture, de l'élevage, des forêts et de la pêche, le rôle et la responsabilité de la F.A.O. dans le domaine du développement industriel sont d'assister les gouvernements membres dans les domaines suivants :

- La définition et l'examen de plan tendant à accélérer le développement industriel fondé sur les ressources naturelles renouvelables.

- L'analyse des aspects économiques, sociaux, administratifs et autres nécessaires à l'application de ces plans et l'examen des problèmes entravant leur exécution. Elle procède à des études de faisabilité, à l'évaluation des matières premières, au rassemblement des données concernant les caractéristiques économiques pertinentes des industries de transformation, comme par exemple la valeur ajoutée, la taille optimale, et à l'étude des possibilités de coopération régionale

- La mise au point de programmes et de projets concernant l'éducation et la formation de personnel à des niveaux différents et dans des disciplines variées, afin de fournir plus rapidement des personnes qualifiées dont le Tiers-Monde a besoin pour exécuter les projets de développement industriel.

- La mise au point de projets particuliers de démonstration et de recherches conduisant à l'exploitation de centres pilotes de transformation qui utilisent les techniques modernes les plus appropriées en fonction des produits de base considérés.

(1) FAO = Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

B/- L'action des firmes transnationales

La motivation des firmes transnationales est complètement différente de celle des organismes des Nations Unies. Ces derniers travaillent pour le développement équilibré du monde entier et surtout pour aider le Tiers-Monde à sortir de l'impasse. L'objectif des transnationales est tout autre. Elles cherchent surtout à trouver une source de ravitaillement croissante en matières premières. Chemin faisant, elles contribuent de façon appréciable aux programmes de recherches et de mise en valeur des ressources naturelles dans le monde en voie d'émergence.

En ce qui concerne le Cameroun, les recherches pétrolières par exemple ont reçu une grande impulsion au cours des années soixante, lorsque plusieurs compagnies se sont jointes à ELF - SEREPCA engagée jusque là dans les recherches. Actuellement, les compagnies ci-après détiennent des permis d'exploitation au Cameroun : ELF-SEREPCA - SHELL CAMEX, OIL COMPANY, GULF OIL COMPANY, MOBIL OIL COMPANY, OCEANIC EXPLOITATION COMPANY. Ces compagnies, motivées d'abord par leurs intérêts propres, consacrent des sommes fabuleuses aux recherches des matières premières dont la découverte pourrait être un gage certain du développement économique. C'est vrai pour le Cameroun, c'est aussi vrai pour l'ensemble du Tiers-Monde où les grandes firmes multinationales ont lancé leurs tentacules.

§ 4 : L'avenir des découvertes

Nous avons déjà eu l'occasion d'expliquer pourquoi les ressources naturelles du Tiers-Monde restent mal connues. Nous avons également fait état des efforts que l'on fait tant au niveau des Etats qu'au niveau international pour mieux connaître le sol et le sous-sol de cette partie du monde. L'ampleur des recherches permet d'envisager l'avenir avec optimisme.

En effet, depuis la dernière guerre, d'innombrables gisements d'importance variable ont été découverts. Le rythme des découvertes s'est aussi accéléré grâce aux progrès de la cartologie géologique, de sorte qu'il ne s'écoule guère de semaines où les publications techniques n'aient pas de nouvelles trouvailles à annoncer. Aujourd'hui c'est la découverte d'un gisement d'uranium au Niger, demain c'est celle du pétrole au Tchad.

C'est ainsi que les découvertes capitales pour le développement économique se succèdent dans le Tiers-Monde. On peut dès lors affirmer que les difficultés liées à l'exploration et l'exploitation tombent petit à petit au fil des années et qu'il y a au moins un début de solution dans ce domaine.

Le tableau suivant nous ~~visualise~~ l'ampleur des recherches et les résultats positifs enregistrés dans les A.C.P.

Evolution des Réserves prouvées de Pétrole brut dans les A C P en Afrique en millions de tonnes :

Source : Courrier de l'Association n° 29 Janvier-Février 1975 p.32.

:Année :	Nigéria :	Gabon :	Congo :	Zaïre :
: 1963 :	55 :	25 :	- :	- :
: 1964 :	69 :	25 :	- :	- :
: 1965 :	137 :	25 :	- :	- :
: 1966 :	408 :	25 :	- :	- :
: 1967 :	475 :	29 :	1 :	- :
: 1968 :	482 :	49 :	1 :	- :
: 1969 :	543 :	65 :	1 :	- :
: 1970 :	679 :	70 :	1 :	- :
: 1971 :	1.263 :	96 :	1 :	- :
: 1972 :	1.576 :	104 :	440 :	- :
: 1973 :	2.024 :	152 :	669 :	- :
: 1974 :	2.860 :	214 :	700 :	28 :

Cette constatation nous amène naturellement à nous poser la question de savoir, si le Tiers-Monde met effectivement ses ressources naturelles au service de son développement économique. Ce n'est malheureusement pas ce qui se passe en fait; c'est ce qui fait l'objet de la partie qui va suivre.

DEUXIEME

ARTIE

LE TIERS - MONDE ET SES MATIERES PREMIERES

Le Tiers-Monde a acquis depuis quelques décennies déjà son indépendance politique. En dépit des difficultés de parcours, le Tiers-Monde, nouvellement indépendant a certainement mieux fait sur le plan économique. Les données avancées par la C.E.A. (Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique) indiquent que la croissance de P.I.B. par tête en Afrique à la veille de l'indépendance, soit de 1950 à 1960, aurait été de 0,6 %, alors que de 1960 à 1967 la croissance du P.I.B. par tête a été de 1,5 %. L'objectif de 5 % n'a pas été atteint, mais il y a eu une amélioration.

Cette croissance observée depuis l'indépendance résulte d'une augmentation parallèle des exportations des produits de base qui continuent à représenter 80 % des exportations du continent. On a aussi assisté au cours de la même décennie à un début d'industrialisation systématique, amorcé par les industries légères de substitution des importations.

On ne peut cependant pas dire que l'Afrique pour sa part a rattrapé le retard qui la sépare des pays développés. Au contraire l'écart va grandissant. En effet de 1960 à 1967 la croissance du P.I.B. par tête dans les pays développés a été de 3,6 % soit plus du double de celle enregistrée en Afrique.

Le Tiers-Monde a manifesté sa volonté de dépasser un certain ordre économique qui le défavorise. Il veut désormais refuser l'exploitation, la dépendance et l'injustice qui se perpétuent malgré l'accession à l'indépendance politique. Ce monde en voie de développement réclame aujourd'hui avec autant d'ardeur qu'il le faisait il y a vingt ans pour la décolonisation politique, la décolonisation économique. Ces revendications sont connues : un juste prix pour ses productions, la récupération des richesses nationales, un accès équitable aux bienfaits de la science et de la technique, son mot à dire dans le concert monétaire et commercial international.

Quelques pays ont déjà réussi à récupérer leur pétrole, leur cuivre ou leur coton. Ils ont montré que c'était possible sans que ciel tombe sur la tête des audacieux. Le Tiers-Monde médite les enseignements de l'OPEP.

Tout d'abord, interrogeons - nous sur l'état des réalisations faites dans le Tiers-Monde grâce à la présence des matières premières.

CHAPITRE I. - LE PARADOXE DES MATIERES PREMIERES DANS LE TIERS-MONDE

Nous avons fait ressortir dans la première partie de cet essai que la possession des matières premières constituait et constitue encore pour l'Etat réceleur, un atout économique sérieux. Le Tiers - Monde pour sa part possède sur son sol et son sous-sol d'importantes ressources naturelles. C'est ainsi qu'à l'exclusion de la Chine Populaire, le Tiers-Monde intervient dans la production mondiale à concurrence de 35,6 % dans le secteur de l'agriculture, élevage, forêts, et pêches, de 27,5 % dans celui des industries extractives. Fort de cette constatation, on pourrait affirmer sans risque de se tromper que les pays en voie de développement ont suffisamment de quoi amorcer leur développement économique.

Il n'en est rien, les résultats sont là. Les économies du Tiers-Monde n'ont pas encore démarré. Cela voudrait-il dire que de nos jours la possession des matières premières ne constitue plus un atout économique. En réalité, les pays en voie de développement ne disposent pas librement de leurs ressources naturelles.

En réalité, non seulement le Tiers-Monde est transformé en un réservoir de matières premières où puisent les industries des pays dits développés, mais encore les ressources qu'il tire de l'échange de ses ressources naturelles sur le marché mondial sont dérisoires au regard des espoirs qu'on place en elles.

Aussi, ce chapitre sera - t - il analysé en deux temps.

Section I : L'organisation de la production des matières premières.

Le sous-développement dont on parle tant trouve sa cause fondamentale dans l'emprise de l'impérialisme ou de la domination tout court sur les économies du Tiers-Monde à travers les échanges commerciaux dont la composition, l'orientation et le poids par rapport aux revenus nationaux exercent sur les économies sous-développées des effet

de domination qui en bloquent complètement le développement.

La conséquence de ce pillage est évidente. Les moyens dont pourrait disposer le Tiers-Monde pour assurer ses propres conditions de démarrage économique, s'envolent vers les pays développés qui sont pratiquement les seuls à en tirer profit.

Le Tiers-Monde produit donc essentiellement les produits primaires ou produits de base, provenant de son sol et de son sous-sol. Il joue en revanche un rôle de figurant dans le domaine de l'industrie de transformation qui est l'activité enrichissante entre toutes les nations. Le tableau suivant nous montre qu'avec 20 % de la population mondiale, les pays capitalistes réalisent 61,4 % de la production manufacturière mondiale, soit près de neuf fois plus que le Tiers-Monde

TABLEAU II

PRODUCTIONS MONDIALES PAR SECTEUR EN 1969

Agriculture, forêts, pêches

Pays socialiste d'Europe	31,4 %
Pays capitalistes développés	33,0 %
Tiers-Monde	<u>35,6 %</u>
<u>Monde sauf pays socialiste d'Asie</u>	100 %

Industries extractives

Pays socialistes d'Europe	31,5 %
Pays capitalistes développés	environ 41 %
Tiers-Monde	environ <u>27,5 %</u>
<u>Monde sauf pays socialiste d'Asie</u>	100 %

Industries manufacturières

Pays socialistes d'Europe	31,5 %
Pays capitalistes développés	61,4 %
Tiers-Monde	<u>7,1 %</u>
<u>Monde sauf pays socialiste d'Asie</u>	100 %

Source : Calculé à partir des données des Tableaux 3, 4 et 9 de l'Annuaire statistique de l'O.N.U. 1970.

L'ampleur de ce pillage systématique sera étudiée au regard des matières premières agricoles, des industries extractives et des industries manufacturières.

§ 1 : Les matières premières agricoles

L'importance des activités agricoles dans le Tiers-Monde n'est plus à démontrer. Un coup d'oeil sur le tableau suivant suffit pour nous en convaincre. Il est aussi important de souligner que la population agricole regroupe les personnes dont l'agriculture constitue le moyen d'existence et donc ne se confond pas avec la population rurale, plus importante.

Population agricole en % de la population totale 1970

Union Soviétique	32 %
Europe Occidentale	19 %
U.S.A. et Canada	4 %
Amérique Centrale	47 %
Amérique du Sud	39 %
Asie, sauf Chine	63 %
Afrique	69 %

Source : Annuaire F.A.O. de la population, 1971, Tableau 6.

On constate par ailleurs qu'avec une population agricole à tel point prédominante, le Tiers-Monde ne concourt à la production agricole mondiale qu'à concurrence d'un peu plus du tiers. L'amélioration de la productivité agricole demeure assez faible sauf peut-être celle de quelques produits destinés essentiellement à l'exportation. A partir des documents de l'O.N.U. et de la F.A.O., on peut calculer que la progression entre 1956 et 1969 a été de :

Café	67 %	Banane	92 %
Thé	57 %	Fève de cacao	71 %
Arachide	57 %	Coton fibre	86 %
Caoutchouc	65 %	La moyenne simple a été de 71 %	

Alors que la croissance de la production agricole globale dans le Tiers-Monde était entre 1956 et 1969 de 49 %, celle des sept plus importants produits d'exportation s'élevait à environ 71 %.

Cette constatation nous permet de conclure que dans le Tiers-Monde, c'est la demande extérieure qui est le moteur du développement agricole. Ce sont les pays consommateurs eux-mêmes qui s'arrangent à développer dans la périphérie la culture des produits dont ils ont besoin. C'est pourquoi cette expansion est surtout le fait des

grandes plantations détenues par les expatriés. C'est le cas des UNITED FRUIT en Amérique Latine, des Michelin en Indochine, des Firestone au Libéria, des Unilevers et ses nombreuses plantations en Afrique, notamment au Zaïre, Cameroun, Ghana, Gabon...

Ainsi, bien que ne se nourrissant qu'incomplètement, le Tiers-Monde fournit un concours irremplaçable à l'alimentation des pays développés. A cet égard, rappelons que le Tiers-Monde produit la quasi totalité des récoltes mondiales des produits tropicaux, tels que le café, le cacao, la banane, les noix de palme, plus de 70 % de thé et 75 % des arachides, sans parler des ananas et des fruits exotiques en général. Le Tiers-Monde produit en exclusivité des matières premières industrielles telles que le caoutchouc naturel et le jute. On notera pour quitter ce paragraphe que l'appropriation éhontée des produits agricoles se fait soit par usines interposées, usines de transformation de cacao, de café, de caoutchouc, etc... soit par l'implantation des grandes plantations dans le monde sous-développé.

§ 2 : Hypertrophie des industries extractives.

Si la dépendance des pays développés est faible par rapport aux produits agricoles, elle est en revanche sans cesse grandissante par rapport aux matières premières énergétiques et minérales.

Cependant, en 1969 l'U.R.S.S. et les pays socialistes d'Europe donnaient 31,5 % de la production mondiale dans le secteur des industries extractives, les pays capitalistes développés en fournissaient 41 % et en dernier lieu le Tiers-Monde avec 27,5 %. En chiffre absolu cette répartition n'est pas inquiétante. Point n'est besoin de rappeler ici que dans les pays en voie de développement cette production représente une part importante du P.I.B. Mais la tendance générale à l'hypertrophie de ce secteur s'explique d'une part des investissements qu'on y consacre, et d'autre part par la dépendance quasi totale des pays développés vis-à-vis de certains produits de base.

Ce n'est que dans ce domaine que l'écart de développement des deux mondes tend à se combler. La croissance est d'environ de trois fois et demie plus rapide dans le Tiers-Monde que dans les pays développés. Les pays en voie d'émergence accroissent lentement mais sûrement, sa spécialisation tendancielle comme producteur de produits de base du sous-sol. Pour s'en convaincre, revenons aux statistiques

de 1965 sur la répartition des investissements étrangers en Afrique.

Pourcentage des investissements consacrés aux industries extractives.

Mauritanie	98 %	dans les mines
Gabon	95 %	
Togo	86 %	
Congo	77 %	
Sénégal	76 %	
Haute-Volta	65 %	
Cameroun	48 %	
Dahomey	27 %	
Moyenne	75 %	des investissements globaux.

Source : Cours d'économie de développement 3^e Année 1973/1974.

Cette extraction accélérée des richesses du sous-sol africain et du Tiers-Monde en général et dont la transformation en produits finis se fait hors du lieu d'extraction conserve à l'Afrique sa vocation coloniale traditionnelle, à savoir, réservoir des matières premières.

L'acharnement des pays développés s'explique aussi, nous l'avons dit, par sa dépendance vis-à-vis des produits de base du sous-sol modernes qui ont déclassé les produits dont l'Europe occidentale par exemple est le principal fournisseur comme le charbon et le gaz.

Concernant les hydrocarbures et en particulier, le pétrole, la dépendance des pays développés est actuellement très grande et le sera encore davantage dans l'avenir. L'état des réserves mondiales éprouvées au 1^{er} Février 1969, révèle l'ampleur de cette dépendance. Les Etats-Unis, le Canada et l'Europe occidentale ne totalisent que 9,7 % de ces réserves mondiales. Si l'on retranche les 12,2 % imputables aux pays socialistes, c'est à 78,1 % que s'élèvent les réserves prouvées des pays du Tiers-Monde (1), soit 59,1 % pour le Moyen-Orient, 9,7 pour l'Afrique, 6,3 % pour l'Amérique Latine et 3 % pour l'Extrême-Orient. Les réserves des Etats-Unis qui produisent à eux

(1) BAYCHARD DENIS, Le jeu mondial des pétroliers, Paris, Seuil 1970, p.10.

seuls 85 % de l'ensemble des pays capitalistes développés, ne s'éleveraient qu'à quatre milliards de tonnes et s'épuiseraient en moins de dix ans au rythme actuel d'extraction.

Cette dépendance, à l'égard des hydrocarbures se vérifie aussi à l'égard des minerais.

Environ 85 % du minerai de fer extrait dans le Tiers-Monde sont exportés vers les pays industrialisés dont beaucoup de gisements s'épuisent ou ne renferment que du fer à faible teneur. C'est ainsi que la France, détentrice de grandes quantités d'un minerai à très faible teneur (35 %), est contrainte de développer sa sidérurgie dans les aciéries portuaires, en faisant appel aux riches minerais africains. En effet, la teneur est de 60 % en Sierra Leone et au Chili, 63 % en Angola, 64 % au Gabon, 65 % en Mauritanie, au Brésil, au Vénézuéla et en Inde.

Le Tiers-Monde fournit par ailleurs 55 % de la production mondiale de la bauxite, 44 % de cuivre, 62 % du chrome, 54 % du manganèse, 36 % du phosphate, 32 % du plomb et 25 % du zin. Toutes ces productions sont presque intégralement exportées.

De ces éléments de fait se dégage une conclusion inattaquable : c'est que non seulement l'expansion, mais la survie même du système économique actuel reposent sur la nécessité d'une fonction énorme et grandissante sur les matières premières énergétiques et industrielles fondamentales que sont le pétrole et le fer. C'est cet état de chose qui va aggraver l'emprise des économies développées sur celles du Tiers-Monde et pourrait même, le cas échéant déclencher des guerres de reconquête économique des régions détentrices de ces ressources essentielles pour la survie industrielle des pays développés. Il en résulte aussi le peu de cas fait jusqu'ici aux industries de transformation .

§ 3 : Faiblesse des industries de transformation de ressources locales

Tous les pays en voie de développement ambitionnent un développement industriel. Ils sentent, souvent confusément, que la transformation de leurs structures et du rythme de la croissance passe par l'extension du secteur secondaire, plus particulièrement manufacturier. Et de fait, le développement passe par le noircissement, le remplissage de ce fameux tableau d'imput-output qui a valu à LEONTIEF le prix Nobel 1973.

Or la presque totalité des grandes matières premières du Tiers-Monde sont exportées vers les pays développés. C'est peut-être pourquoi l'industrialisation y est encore embryonnaire. Le Tiers-Monde ne produit que 7,1 % environ de la production manufacturière mondiale. Non seulement cet écart existe, mais encore, il se creuse davantage car la croissance de l'industrie manufacturière se développe plus vite dans les pays développés.

Pourtant, le Tiers-Monde dispose assez de ressources naturelles représentant une base pour l'industrialisation. Il extrait 40 % du minéral de fer et ne produit que 6,5 % d'acier du monde. Avec 69 % de la bauxite du monde, il ne fournit que 6 % d'aluminium. Il produit certaines matières de base pour les besoins exclusifs de l'extérieur. Cette constatation ne tombe que pour le cas du coton pour lequel la proportion d'autotransformation est importante.

Il existe néanmoins un certain nombre d'entreprises industrielles dans le Tiers-Monde. On peut se demander si elles sont en fait au service du développement ? Les pays en voie de développement sont d'abord étrangers aux industries qui tournent chez eux. Elles sont, étant donné leurs assises internationales, plus dynamiques que les entreprises nationales. Sans doute, elles créent des emplois dans le Tiers-Monde.

Cependant ces industries sont créées à partir des capitaux étrangers. Or l'une des conséquences de ces investissements internationaux installés dans le Tiers-Monde, est d'abord de réduire l'apport véritable de capitaux étrangers puisque les bénéfices officiellement rapatriés sont assez importants et qu'ensuite une grande partie de ces capitaux se constituent par le réinvestissement des bénéfices réalisés sur place. Ces quelques tableaux nous permettront de mesurer l'ampleur du phénomène.

.../...

Balance des paiements de la Côte d'Ivoire
(en milliards de francs CFA)

	Débit	Crédit	Solde
Revenu des Investissements	34,2	0,8	- 33,4
Transfert sans contrepartie	52,1	35,2	- 16,9
Investissements directs	0,4	9,3	8,9
Autres investissements à long terme	0,3	3,2	2,9
Autres capitaux privés à court terme	1,3	2,9	1,6
Collectivités publique secondaires	2,3	0,1	- 2,2
Gouvernement	0,2	4,1	3,9
Total	90,8	55,6	- 35,2

Source : Cours d'Economie de développement de 3^e Année 1973/1974
professé par Georges NGANGO.

Les tableaux suivants seront aussi exclus du cours d'économie de développement de 3^e Année 1973/1974 professé par G. NGANGO.

Investissements privés annuels des pays du C A D dans le Tiers-Monde et Revenus rapatriés (en millions de dollars)

	en 1964	1966	1968
A/- Investissement directs nouveau don.			
Etats-Unis	572	462	1.142
Royaume-Uni	70	-	-
R.F.A.	46	84	109
Italie	34	27	102
France	189	-	-
Pays-Bas	50	-	-
Belgique	-	8	5
Japon	25	80	-
Canada	14	24	37
Suède	15	28	30
Total des Pays du C A D	1.036	1.039	1.850

.../...

	En 1964	1966	1968
B/- Bénéfices réinvestis	736	916	1.070
C/- Accroissement des investissements (A + B)	1.772	1.955	2.920
D/- Investissements de portefeuille	560	346	1.329
E/- Revenus d'investissement officiellement rapatriés	4.900	5.800	6.800
F/- Apport réel de capitaux (A + D) - E	- 3.304	- 4.415	- 3.621

Revenus des investissements officiellement rapatriés en 1968, par région et en millions de dollars.

Régions	Revenus des investissements rapatriés en 1968
Amérique Latine	2.868
Afrique	1.134
Moyen-Orient	1.854
Asie du Sud-Est	636
Pays non recensés (estimations)	300
Total	6.792

Retenons pour conclure ce paragraphe que non seulement l'industrie manufacturière est encore embryonnaire dans le Tiers-Monde, mais les quelques entreprises industrielles qui y sont installées ne sont pas au service du développement car elles servent surtout les intérêts étrangers, en leur procurant des sommes fabuleuses au titre des bénéfices.

L'organisation de la production des matières premières ainsi conçue par les pays développés, les amène à parfaire le pillage par l'organisation du commerce international. C'est ce que nous verrons dans une section deuxième.

Section II : Le Commerce des matières premières

Pendant longtemps, on a fait croire au Tiers-Monde que le commerce international assurerait son développement économique et social. En exportant, les jeunes nations étaient censées se procurer les devises qui leur permettraient les achats essentiels d'équipement.

En volume, les exportations du Tiers-Monde n'ont cessé de grimper. Mais en valeur la tendance était inverse. Tous comptes faits, ce commerce international tel qu'il est organisé, ne peut pas servir les intérêts des pays jeunes. Le Tiers-Monde est en effet doublement minoritaire au commerce international, il l'est comme exportateur et comme vendeur de produits de base. Mais pour bien découvrir les aspects nouveaux d'exploitation organisée, nous aurons à cerner dans cette action les structures du commerce international.

§ 1 : Structures du marché

A/- L'essentiel des échanges.

Le Tiers-Monde, nous l'avons déjà dit, est surtout producteur de grands produits du sol et du sous-sol dont une partie importante est destinée aux économies développées qui, à l'inverse, fabriquent surtout des produits manufacturés.

Cet état de chose résulte d'une division internationale du travail que le Tiers-Monde ne cesse de remettre en cause. Certains pays en effet se spécialisent de plus en plus dans les transformations industrielles hautement enrichissantes tandis que d'autres, sont cantonnés, pour l'essentiel dans un rôle de pourvoyeurs du monde industrialisé en produits alimentaires et surtout en matières premières énergétiques et industrielles. Les produits de base constituent les exportations du Tiers-Monde et en constituent les neuf dixièmes alors que les pays développés, même avec 55 % des exportations de produits de base, exportent vers le Tiers-Monde leurs produits dont 80 % en produits manufacturés.

.../...

CONSISTANCE DES ECHANGES ENTRE LE TIERS-MONDE ET LES PAYS
CAPITALISTES DEVELOPPES

Produits	Année	Exportation du T.M. vers les pays dé- veloppés	Exportation pays développés vers le T.M.
Produits manufacturés	1956	11,8 %	77,4 %
	1969	20,6 %	79,8 %
Combustibles minéraux et Lubrifiant	1956	21,5 %	3,1 %
	1969	34,2 %	1,5 %
Matières premières	1956	30,9 %	4,1 %
	1969	20,3 %	4,1 %
Produits alimentaires	1956	35,1 %	12,8 %
	1969	24,2 %	10,4 %
Totaux	1956	99,3 %	97,4 %
	1969	99,3 %	95,8 %

Source : Annuaire Statistique de l'O.N.U., 1965 tableau 152 et 1970
tableau 15 - 1.

La spécialisation du Tiers-Monde en produits primaires se vérifie en consultant les importations des pays de l' O C D E en provenance du Tiers-Monde.

Part du Tiers-Monde dans les Importations totales de certaines matières premières par les pays de l' O C D E en 1969.

Produits	% de T M dans les imports en valeur
1-Coton brut	74 %
2-Bois bruts feuillus pour sciage ou placages	91 %
3- Pétrole brut	92 %
4 - Phosphates bruts	54 %
5 - Minéral de fer	52 %
6 - Minéral de manganèse	82 %
7 - Minéral de cuivre	61 %
8 - Mottes de cuivre	63 %
9 - Bauxite	81 %
10 - Minéral et concentrés d'étain	88 %
11 - Minéral de zinc	33 %
12 - Minéral de plomb	44 %

Source : O C D E Statistiques du commerce extérieur 1969.

La spécialisation du Tiers-Monde en général dans les activités productives de grands produits primaires du sol et du sous-sol se traduit souvent, au niveau de chaque pays, par une ultra-spécialisation dans la production d'un nombre très restreint de produits et même dans une mono-production, toujours orientée vers la satisfaction des autres. Le fait pour un pays de voir ses exportations reposer sur un ou deux produits seulement ou même plus, traduit une extrême vulnérabilité de son économie. Un tel pays n'est jamais assuré au début et même dans le cours d'une année donnée, ni des quantités qu'il pourra écouler cette année-là, ni des prix auxquels il pourra vendre. Cela est vrai pour presque tous les produits primaires, mais les catastrophes n'arrivant pas généralement en même temps pour toutes marchandises, les pays disposant d'un large éventail de productions exportables sont beaucoup plus à l'abri des coups durs que ceux dont les exportations portent sur un petit nombre d'articles.

Les deux tableaux suivants traduisent la représentation des produits de base et des matières premières du sous-sol dans l'ensemble des exportations de certains pays caractéristiques du Tiers-Monde. Il va sans dire que les pays qui sont spécialisés dans l'exportation des produits agricoles sont rarement, sinon jamais, spécialisés en même temps dans l'exportation des produits du sous-sol et vice-versa.

Part des produits agricoles dans les exportations de certains pays du Tiers-Monde

Pays	Année	Produits dominants	% des produits agricoles dans les exportations
Cameroun	: 1968	: Café	59 %
Côte d'Ivoire	: 1968	: Café + Cacao	58 %
Ghana	: 1968	: Café + Cacao	87 %
RAU	: 1968	: Coton brut	45 %
Soudan	: 1968	: Coton brut	60 %
Argentine	: 1968	: Café	87 %
Brésil	: 1968	: Café	47 %
Colombie	: 1968	: Café	66 %
Equateur	: 1968	: Produits agr.	97 %
Birmanie	: 1965	: Riz	58 %
Cambodge	: 1967	: Riz+Caoutchouc	74 %
Ceyland	: 1968	: Thé	60 %
Turquie	: 1968	:	88 %

Source : Annuaire FAC du commerce, 1969, tableau 127, International Trade statistics 1969.

Part des produits du sous-sol dans les exportations de
certains pays du T.M.

Pays	Année	Produits dominants	% des produits du sous-sol dans les exportations totales du Tiers-Monde
Algérie	: 1967	: Produits pétroli:	73 %
Zaïre	: 1967	: Cuivre	59 %
Zambie	: 1967	: Cuivre	92 %
Guinée	: 1966	: Alumine+bauxite:	62 %
Bolivie	: 1967	: Etain	55 %
Chili	: 1969	: Cuivre	64 %
Vénézuela	: 1967	: Prod.pétroliers:	92 %
Arabie-Saoudite	: 1967	: Prod.pétroliers:	93 %
Irak	: 1967	: Pétrole brut	93 %
Iran	: 1967	: Prod.pétroliers:	90 %
	:	:	:

Source : Annuaire F A O du commerce 1969; tableau 127; International Trade Statistics 1967.-

Sur ce tableau, le cas des pays pétroliers : Vénézuela, Arabie-Saoudite, Irak, Iran et d'autres, dont les exportations de produits pétroliers représentent plus de 90 % de leurs ventes extérieures est remarquable. Ils ont une balance commerciale très bénéficiaire. Leur situation favorable repose uniquement sur la nature de leur mono-exportation, et elle cessera le jour où cette mono-production ne rencontrera plus la demande exigeante d'aujourd'hui. Leur seule chance est de pouvoir profiter de la conjoncture actuelle pour, d'une part, combattre en vue d'une meilleure rentabilisation et d'une complète disposition de leurs gisements, d'autre part, utiliser le surplus qui en découle pour jeter les bases d'un véritable développement.

Nous venons d'examiner les structures du commerce international des produits de base à travers la consistance des échanges. Nous allons les envisager à un second angle; celui des acheteurs des produits de base, au sein même des pays industrialisés.

B/ - Les partenaires commerciaux

La situation générale résulte de l'héritage historique. Depuis le début du siècle, les Etats-Unis dominant et exploitent principalement l'Amérique Latine. La France, la Grande-Bretagne, le Por-

tugal, la Belgique et l'Italie, qui ont eu en Afrique une petite partie importante de leur empire colonial, continuent d'entretenir avec de nombreux pays d'Afrique un commerce privilégié.

Chaque pays ou groupe de pays industrialisés commerce principalement avec une région déterminée du Tiers-Monde. L'Afrique par exemple réservait 80 % de ses ventes à la C.E. et à l'A.E.L.E.

Exportations des régions du Tiers-Monde vers les régions industrialisées.

Région	Année	Vers USA et Canada	Vers la CEE	Vers AELE	Vers le Japon	Totaux
Amérique Latine	1956	59 %	22 %	15 %	4 %	100 %
	1969	50 %	29 %	13 %	8 %	100 %
Afrique	1956	13 %	52 %	33 %	2 %	100 %
	1969	9 %	62 %	23 %	6 %	100 %
Moyen-Orient	1956	14 %	51 %	27 %	8 %	100 %
	1969	8 %	43 %	22 %	27 %	100 %
Asie du Sud-Est	1956	30 %	24 %	29 %	17 %	100 %
	1969	43 %	16 %	15 %	26 %	100 %

Source: Annuaire statistique de l'ONU 1965, tableau 149 et 1970 tableau 146.

Cette tendance de client privilégié peut être illustrée pour le Cameroun par les chiffres suivants (1). En 1973, le Cameroun a réservé 70 % de ses ventes à la CEE, 7,4 % aux Etats-Unis, 8,4 % à l'UDEAC, l'UMOA et la Guinée.

Il y a cependant un motif de satisfaction. Sur le tableau ci-dessus, on constate une certaine évolution enregistrée entre 1956 et 1969, l'évolution va dans le sens de la diversification de partenaires commerciaux. Dans le cas de la France et les pays d'Afrique Noire qui sont tous des associés de la CEE, la baisse de ces positions commerciales françaises s'est faite au profit de ses partenaires Européens et surtout de l'Allemagne Fédérale. Aussi la progression des ventes africaines à la CEE passant de 52 % en 1956 à 62 % en 1969, s'accompagne-t-elle d'une meilleure distribution des échanges entre

(1) L'Economie du Tiers-Monde, n° 6 Novembre-Décembre 1974 p.32.

les six du marché commun.

Commerce de certains pays avec la France

(Source : International Trade statistics, O.N.U. diverses années.

France	% des Exportations			
	Année de base	%	1969	%
Maroc	1956	53 %		35 %
R.C.A.	1958	83 %		51 %
Tunisie	1956	55 %		27 %
Cameroun	1956	57 %		23 %
Côte d'Ivoire	1957	58 %		31 %
Dahomey	1957	93 %		36 %
Gabon	1958	57 %		35 %
Madagascar	1956	62 %		39 %
Mauritanie	1961	31 %		20 %
Niger	1957	85 %		63 %
Sénégal	1957	80 %		60 %

A l'issue de ces constatations, il apparaît que les liens commerciaux bilatéraux issus du colonialisme, s'ils demeurent prépondérants, n'en sont pas moins battus en brèche un peu partout. Cet effort de libéralisation du commerce international ne peut que mieux servir les économies sous-développées car il regène encore sur le marché mondial une concurrence imparfaite qui découle tout droit de l'offre rigide des pays du Tiers-Monde.

§ 2: La Concurrence imparfaite

A/ - Evolution globale des échanges

Entre 1948 et 1968, les exportations des pays développés ont été multipliées, en valeurs courantes, par plus de cinq, celles des pays socialistes par plus de huit et celles du Tiers-Monde par moins de trois (1). Il en résulte notamment que, si le Tiers-Monde intervenait en 1948 à concurrence de 31 % dans les exportations mondiales, il n'y concourt plus que pour 19 % en 1969. Parallèlement,

(1) Pierre JALEE : Le Pillage du Tiers-Monde, édition 1973, Collection MASPERO, p.46.

la part des pays développés s'est relevée de 62,5 % à 69,2 %. On peut donner deux raisons à cette baisse relativement importante du poids du Tiers-Monde dans les exportations mondiales.

a) - La nature des exportations limite l'offre du Tiers-Monde. Seule une poignée de produits font depuis longtemps l'objet des échanges. On peut citer entre autres le café, le cacao, la bauxite, le pétrole... Par contre, au cours de la même période, les producteurs des articles manufacturés ont, grâce à la révolution technologique et industrielle, diversifié leurs marchandises.

b) - Les prix des produits industriels qui constituent la masse importante des échanges, même lorsqu'il s'agit de produits identiques, ont une tendance à croître de façon continue alors que les prix des matières premières ont tendance à croître beaucoup moins vite et surtout regressent.

La seconde évolution globale des échanges se remarque à travers la répartition des exportations par destination. Toujours entre 1948 et 1969, les échanges internes des pays développés sont passés de 65 % à 76 % du total des échanges avec le Tiers-Monde qui sont passés aussi de 31 % à 20 % .

Alors que les pays développés devenaient de moins en moins tributaires de leurs exportations vers le Tiers-Monde, ce dernier à l'inverse, dirige toute sa production vers eux. Entre 1948 et 1969 les échanges avec les pays développés sont passés de 68 % à 74 % du total des échanges tandis que le commerce interne du Tiers-Monde baissait de 29 % à 20 %. Le Tiers-Monde commerce par conséquent très peu avec lui-même. Non seulement, chacun des continents du Tiers-Monde n'entretient avec les deux autres qu'un mince courant d'échanges, mais les Latino-Américains ne commercent entre eux qu'à concurrence d'environ 12 % de leurs échanges totaux, les africains encore moins.

B/- La détérioration des termes de l'échange

La baisse relative des exportations du Tiers-Monde exprimée en valeur dans les exportations mondiales a, entre autres causes le mouvement divergent dans les prix des produits exportés par le Tiers-Monde et par les pays développés. Nous allons illustrer cette divergence par le tableau suivant :

.../...

Indice de valeur unitaire des exportations dans les échanges
entre régions développées et régions en voie de développement

1963 = 100

Région	:1953	:1958	: 1964	: 1969
Exportations des régions capitalistes	: 96	: 98	: 102	: 106
développées vers les régions sous-dé-	:	:	:	:
veloppées dont machines et matériel	: 83	: 94	: 101	: 112
	:	:	:	:
Exportations des régions sous-dévelop-	:	:	:	:
pées vers les régions capitalistes	: 109	: 106	: 103	: 105
développées.	:	:	:	:
dont	:	:	:	:
- produits alimentaires	: 113	: 110	: 108	: 103
- matières premières	: 107	: 98	: 102	: 97
- combustibles	: 103	: 115	: 99	: 97
- Produits manufacturés	: 109	: 89	: 104	: 137

Source Annuaire statistique de l'O.N.U., 1970, tableau 15.II.

Selon ce tableau, entre 1953 et 1969 les pays développés réalisent un gain sur leurs exportations vers le Tiers-Monde car l'indice de valeur unitaire est passé de 96 à 106. Par contre, les pays du Tiers-Monde ont enregistré une baisse en valeur au cours de la même période. L'indice de valeur unitaire est passé de 109 à 105. Nous touchons là au problème de " Termes de l'échange". C'est le rapport entre la valeur unitaire moyenne des exportations et la valeur unitaire moyenne des importations, ou encore le quotient de l'indice de la valeur unitaire des exportations par l'indice de valeur unitaire des importations. En clair, en 1969 le Tiers-Monde a payé ses importations à des prix majorés de 10 % par rapport à 1953, alors que ses exportations se dévaluaient de 4 %. Il en résulte une détérioration des termes de l'échange de 14 %. Cela signifie en définitive que si le Tiers-Monde devait en 1953 exporter une quantité 100 de certains biens qu'il produit, pour se procurer la même quantité de biens en 1969, il doit exporter 114 au lieu de 100 de ses propres biens.

Nous venons d'illustrer une autre méthode de Ponction de matières premières. Le Tiers-Monde va exporter de plus en plus ses

produits de base pour pouvoir s'équiper en biens dont les prix ne cessent de grimper. Josue CASTRO, Président-Fondateur du Centre International pour le développement, écrivait en 1967 " En 1954, on achetait une jeep avec quatorze sacs de café; en 1962, il en fallait trente-neuf (1). C'est là une dégradation inquiétante du pouvoir d'achat du Tiers-Monde, ce qui est non plus de nature à favoriser les exportations des pays en voie de développement.

Des répercussions de la détérioration des termes de l'échange sont bien connues. Nous savons que la part des recettes d'exportation dans le revenu national est très importante dans les pays du Tiers-Monde. Or les exportations ne sont constituées que de produits de base. Illustrons cette dépendance vis-à-vis du commerce extérieur.

Pays	Part du commerce extérieur dans les recettes fiscales	
Cameroun	:	58,3 %
R.C.A.	:	37,3 %
Congo	:	60,6 %
Côte d'Ivoire	:	58,5 %
Gabon	:	51,2 %
Dahomey	:	48,5 %
Haute-Volta	:	20,3 %
Madagascar	:	46,8 %
Mali	:	46,7 %
Mauritanie	:	25,3 %
Niger	:	21 %
Sénégal	:	56 %
Tchad	:	51,2 %
Togo	:	85 %
	:	

Source : Cours d'Economie de Développement 3^e Année de Licence professé par G.NGANGO 1973/1974.

Le poids de ces recettes d'exportation dans le revenu national est tel que l'instabilité des marchés de produits de base entraî-

(1) Le Monde, 8 Mars 1967.

ne les fluctuations de recettes d'exportation qui mettent en difficultés les producteurs et faussent la structure de la consommation et de l'investissement.

La réduction des importations signalée plus haut, peut toucher les biens d'équipements qui sont les éléments mêmes de la formation du capital. C'est à ce niveau que l'on peut dire que la dégradation des termes de l'échange compromet inévitablement les plans de développement économique des pays en voie d'urgence.

C'est ainsi que le monde entier a été sensibilisé au problème de l'organisation des marchés et de la stabilisation des prix des produits de base. Quelques accords internationaux, assez différents les uns des autres quant à leurs modalités techniques, visent à régulariser l'écoulement des produits, soit par stocks régulateurs, soit par contingentement, et à réduire ou supprimer l'instabilité des cours.

Dans l'ensemble, ces accords se sont révélés inopérants. Le cours de l'étain entre 1964 et 1970 a varié en dents de scie. Il en est de même pour le sucre, le café... Au-delà de ces timides tentatives, il reste acquis que tout le problème des produits de base demeure posé en termes de plus en plus accrus.

CHAPITRE II.- LA NECESSITE DE LA SOUVERAINETE DES ETATS SUR LEURS RESSOURCES NATURELLES

C'est plutôt un constat d'échec sur le plan économique et social dans l'effort d'intégration des matières premières dans la lutte contre le sous-développement. L'exploitation des ressources naturelles n'a pas apporté le concours escompté. Il est par conséquent urgent de rechercher les voies et moyens pouvant permettre d'en faire un usage rationnel et bénéfique pour le développement du Tiers-Monde.

Ce problème n'est pas nouveau. Déjà en 1952 une tentative du Sha d'Iran fut malheureusement couronnée par un échec cuisant. Nul doute, il ne fallait plus tenter une telle expérience.

Cependant, le temps n'a fait qu'empirer les choses. Plus le temps passait, plus les besoins des économies nationales en ressources devenaient grands. Le pillage des matières premières s'effectuait systématiquement et la menace d'épuisement devenait préoccupante. Il fallait, pour le Tiers-Monde, sortir de la situation.

Les Etats arabes producteurs du pétrole ont donné le coup d'envoi fatidique. Ils ont franchi le rubicon qui barrait la voie en même temps que la traversée inspirait la peur d'une riposte fâcheuse. Cet exemple a, et risque continuer à faire tâche d'huile. N'est-ce pas que plusieurs cartels de producteurs de produits de base sont en train de se former à l'instar de l'OPEP ?

La riposte longtemps redoutée ne s'est pas fait attendre. Elle s'est faite clairement par les Etats-Unis et confusément par l'Europe Occidentale. Les pays développés agitant même pour mieux sensibiliser l'opinion internationale, les répercussions fâcheuses de la hausse du prix de pétrole sur les économies des pays du Tiers-Monde non producteurs des produits stratégiques. Ils ont vainement cherché à ramener les Etats de l'OPEP au statu quo, mais dans une bataille de longue haleine, le terrain conquis doit permettre d'avancer et non de reculer, et cela le Tiers-Monde l'a compris.

Dans le développement de ce dernier chapitre, nous reviendrons d'abord sur la fièvre qui a attaqué les matières premières avant d'envisager par la suite les voies et moyens susceptibles de faire du Tiers-Monde le maître de ses ressources naturelles.

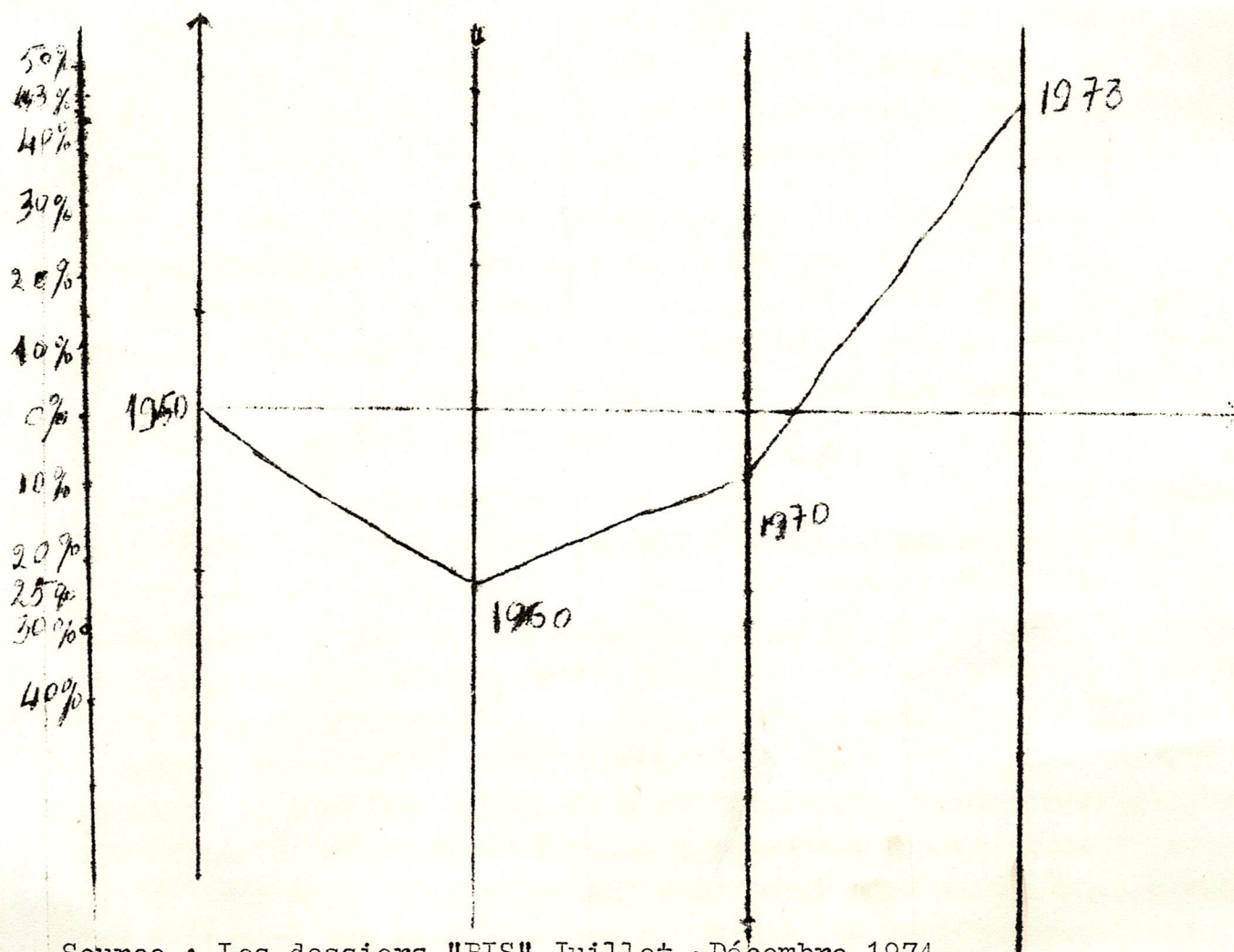
Section I : L'actualité du problème

Depuis l'année 1973, on ne parle plus économie sans parler matières premières. Cela, non pas parce que c'est une condition d'existence de l'industrie, mais parce que la récente flambée des prix de ces matières, semble-t-il, a éprouvé terriblement l'économie mondiale.

§ 1 : Les prix des matières premières

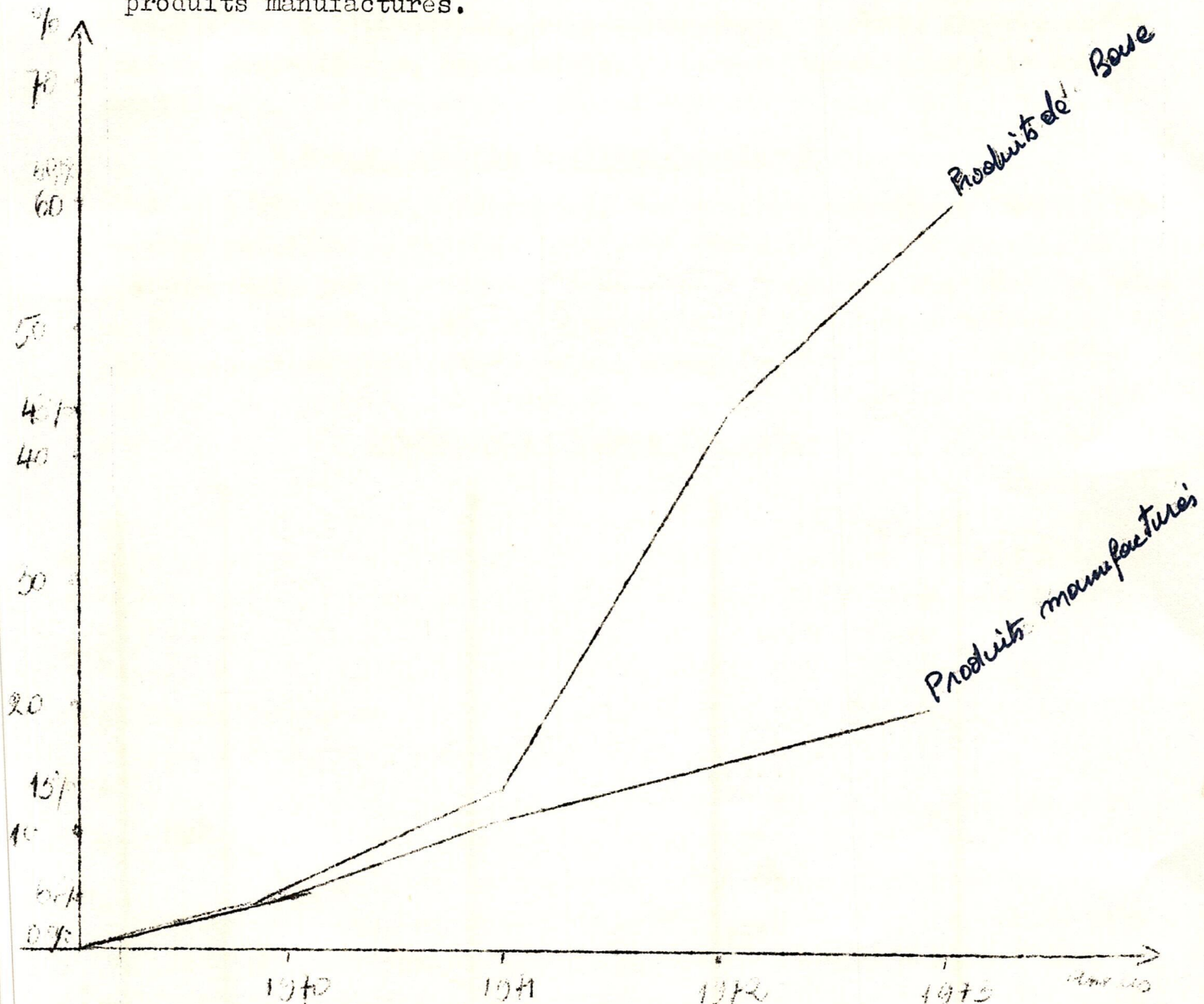
Bon marché, abondantes, les matières premières étaient les grandes oubliées de la prospérité. En six mois, tout a changé. En quelques mois les produits de base ont vu leurs cours s'envoler, comme jamais dans le passé. La tendance à la dégradation des termes de l'échange n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Schéma de la hausse des prix



Source : Les dossiers "BIS" Juillet - Décembre 1974.

Le relèvement des cours des matières premières a été spectaculaire à partir de 1970. En effet, c'est à partir de cette date que les prix des produits de base augmentent plus vite que ceux des produits manufacturés.



Ce tableau a été réalisé grâce aux données tirées du dossier Jeune Afrique, Economica " BIS" Juillet-Décembre 1974.

§ 2 : La crise économique

L'économie capitaliste traverse en ce moment une phase difficile. La lutte contre l'inflation généralisée fait peser la menace de recession. On n'a pas manqué de trouver dans la hausse des prix des matières premières la cause principale de la recession.

La campagne d'intoxication destinée à faire apparaître aux yeux de l'opinion publique internationale les pays arabes exportateurs de pétrole comme les responsables de la crise économique qui secoue actuellement le système capitaliste continue à battre son plein. Et même au niveau du peuple, tout le monde se plaint du pétrole qui, semble-t-il, est à l'origine du relèvement du coût de la vie.

Pourtant, on sait que l'inflation galopante qui ronge les économies occidentales et aggrave encore la situation des pays du Tiers-Monde s'est développée indépendamment de la hausse du prix de pétrole et que cette hausse n'a provoqué, depuis un an, qu'une augmentation moyenne de 1,5 % (1) des prix des produits finis. On sait par ailleurs que les effets de la hausse du brut ont été amplifiés par les effets multiplicateurs de l'augmentation des marges bénéficiaires des sociétés pétrolières. Chacun sait enfin que la hausse des prix des produits alimentaires de base dont le principal exportateur sont les Etats-Unis et ceux des produits industriels affecte beaucoup plus gravement les balances des comptes des pays en voie de développement que la hausse du prix de l'énergie. Les études menées jusqu'ici ont négligé ce détail important et se sont bornées à analyser l'impact de la hausse du prix de l'énergie sur les économies des pays du Tiers-Monde, ce n'est du reste pas sans intérêt. Ce que nous déplorons, c'est le caractère incomplet de ces analyses.

Il reste vrai qu'en quelques mois, les produits de base ont vu leurs cours s'envoler. Ce phénomène inédit a permis à certains pays du Tiers-Monde de vendre leurs matières premières à des prix rémunérateurs. Mais s'agit-il d'un réajustement fondamental ou d'une folle passagère des cours ? Il reste que le Tiers-Monde a tout intérêt non seulement à consolider ces cours favorables, mais aussi à accélérer la tendance vers les cours meilleurs pour ses produits essentiels d'exportation.

Section II : La guerre des matières premières

Déposséder l'économie occidentale d'un pouvoir de contrôle et de décision vital pour elle, ne peut pas se faire sans heurts. Il s'agit désormais pour le Tiers-Monde de dépasser les revendications

(1) Revue : " L'Economiste du Tiers-Monde " n° 6 page 7.

craintives et timides pour prendre courageusement les décisions lui permettant d'utiliser au mieux ses richesses naturelles quitte à risquer un affrontement avec les pays industrialisés.

§ 1 : La syndicalisation des producteurs

Après la deuxième guerre mondiale, l'Organisation des Nations Unies fut particulièrement préoccupée par la dégradation de l'économie internationale. Le Secrétariat fit adopter la célèbre Charte de la Havane sous forme d'un accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT). Cet accord d'inspiration très libérale fut très tôt dépassé car les recettes d'exportation des pays du Tiers-Monde sont justement limitées :

- Par les quantités exportables qui dépendent des productions et des obstacles dressés contre les exportations vers les pays développés.

- Par la demande étrangère qui est loin d'être uniforme pour tous les produits primaires et loin d'augmenter au même rythme que l'accroissement du revenu réel dans les pays développés.

- Par la concurrence des produits de substitution sur les marchés des pays développés.

- Par la concurrence des pays développés produisant les mêmes produits de base : sucre, céréales, grains oléagineux.

- Par la détérioration des termes de l'échange due à la croissance des pays développés et à l'inflation qui sévit dans ces pays.

L'essentiel de l'action internationale se ramène à la promotion des accords entre producteurs et consommateurs des produits de base. Mais en douze ans, trois accords seulement intéressant les produits de base ont été conclus, dont seul l'étain a un stock régulateur fonctionnant convenablement. Les deux autres accords, ceux du café et du cacao, réussissent une politique de stabilisation; mais que représente la stabilisation des prix pour un pays en voie de développement dont la population croît rapidement, et dont les besoins augmentent. Le moment nous semble venu de faire remarquer que la politique internationale dans le domaine des produits de base, en dépit des résultats non négligeables, aboutit à une impasse.

Il est important de relever le rôle des sociétés transnationales dans la fixation des prix des matières premières. Il est clair

que toutes tentatives d'arrangement concernant les matières qui mettraient ces sociétés à l'écart, seraient vouées à l'échec. Il s'agit au fond, de bouleverser les structures de l'économie mondiale. La démonstration effectuée par l'OPEP est éloquente. Les pays producteurs devraient donc s'unir pour mieux organiser leurs actions, afin de participer activement dans la fixation des prix des ressources qu'ils produisent. A l'instar de l'OPEP, il est permis de penser que la formation des cartels des producteurs est une nécessité si les producteurs veulent faire le poids devant les grandes firmes multinationales.

§ 2 : La nationalisation:

A/- Plus radicale encore, est la nationalisation des compagnies étrangères implantées dans le pays. Cette solution a été souvent contestée et désapprouvée par beaucoup de pays du Tiers-Monde. En effet, elle est défavorable aux investisseurs étrangers, qui risquent du jour au lendemain de se voir dépossédés de leurs capitaux investis. L'attrait des capitaux étrangers est donc au prix de refus du droit de nationaliser. La procédure de nationalisation priverait ainsi le gouvernement qui s'y livre de tout nouvel apport de capitaux étrangers.

Le second argument contre la nationalisation est qu'elle oblige le gouvernement qui le fait, à payer des indemnités aux propriétaires des capitaux somme toute considérables. Bref la nationalisation d'une poule entraîne l'indemnisation d'un poulailleur.

Le Tiers-Monde a-t-il encore besoin d'hésiter pour nationaliser les compagnies multinationales quand on sait que leur but, c'est le profit, l'expansion, le cash-flow. Or les pays pauvres ont besoin de logements, d'écoles, d'aliments, de services sanitaires. Leur contribution est faible, de l'ordre de 10 % à 15 % seulement.

Généralement on reproche aux multinationales de ne pas répondre dans les pays en voie de développement qu'à la demande de secteurs limités de la production, de vendre par exemple plus de produits de luxe que de produits alimentaires.

Pourtant, les pays en voie de développement ne comptent que pour un tiers dans les investissements à l'étranger des multinationales, dont la moitié vont à la mise en valeur des ressources naturelles. Bien qu'occupant les secteurs-clés de leur économie, elles

ne contribuent que pour une faible part au produit national brut de ces Etats, limité à l'agriculture et aux services. Si par ailleurs les multinationales apportent aux pays en voie de développement de techniques nouvelles, elles les leur font payer trop cher en brevets, licences, droits sur la gestion des services. Si les multinationales aident à la croissance, elles bloquent les efforts pour surmonter le retard économique du Tiers-Monde, et pour obtenir des droits égaux dans la division internationale du travail. C'est ainsi que pour les matières premières non renouvelables, les décisions sont prises ailleurs et non en fonction des intérêts nationaux. C'est pourquoi les pays en voie de développement ne cessent, dans toutes les instances internationales et récemment encore à la session extraordinaire des Nations Unies sur les matières premières, de réaffirmer leur souveraineté sur leurs ressources naturelles.

B/- Le Tiers-Monde se reconnaît dans une doctrine exprimée avec plus ou moins de conviction et de fermeté selon les pays et qui a le mérite de la cohérence. Le développement économique passe d'abord par l'exercice effectif de la souveraineté sur la totalité des ressources du sol et du sous-sol. A cet égard, seule la nationalisation permet :

- de domicilier dans le pays hôte tous les revenus financiers issus de l'exploitation du sol et du sous-sol et donc d'irriguer financièrement l'économie nationale;

- d'accroître considérablement les recettes fiscales du gouvernement;

- de mettre fin à l'isolement de l'entreprise étrangère par rapport au tissu industriel et commercial du pays.

Dès lors, la nationalisation ne se pose pas en termes idéologiques et politiques comme le croient trop souvent les observateurs étrangers, elle se pose en termes de développement. Il convient donc que les pays en voie d'émergence exercent aussi rapidement et complètement que possible leur droit de nationaliser les actifs étrangers. En conséquence, l'exercice de ce droit légitime ne doit faire l'objet d'aucune entrave, et ce, à deux niveaux : d'une part, sur le montant de l'indemnisation et les modalités de règlement et d'autre part, sur les juridictions compétentes pour trancher les litiges.

L'expérience a convaincu beaucoup de gouvernements du Tiers-Monde qu'il n'était pas réaliste d'attendre de l'investissement étranger le décollage de leur économie. Ni quantitativement ni qualitativement, les investissements étrangers ne sont en état de remplir ce rôle, sauf dans quelques pays très particuliers où ils impulsent un secteur industriel tourné vers les marchés extérieurs.

Est-ce à dire que le Tiers-Monde, sauf quelques exceptions, doit rester à l'écart de tout effort en provenance des investissements étrangers ? Personne dans le Tiers-Monde n'a soutenu une position aussi extrémiste et stérile. Dans l'esprit des fervents partisans, la nationalisation ne met pas fin à toute relation entre l'ancien propriétaire et le pays hôte. Une nouvelle association basée sur des rapports différents reste possible. D'autres formules sont possibles, comme les joint-ventures qui associent le gouvernement à une société étrangère sur la base de 51 % et 49 %. Ainsi, en Algérie, la Compagnie française des pétroles nationalisée à 51 % par le gouvernement du président BOUMEDIENNE en février 1971, s'est volontairement associée sur la même base avec la SONATRACH, deux ans plus tard. En conclusion, le destin des multinationales dans le Tiers-Monde n'est pas scellé avec les nationalisations, leur rôle peut y être encore considérable à condition que ce soit sur de nouvelles bases.

§ 3 : La récupération de la valeur ajoutée

Pour saisir l'importance de cette préoccupation, il faut avoir constamment à l'idée qu'il existe deux catégories de matières premières : l'une épuisable et l'autre non épuisable. Dans la recherche de l'utilisation optimum des ressources, on ne doit pas négliger la valeur ajoutée que le Tiers-Monde aurait en transformant sur place ses ressources et ne vendre à l'extérieur que des produits semi-finis. En effet, le développement ne consiste pas à rechercher uniquement des voies conduisant à la maximisation des recettes d'exportation provenant de la vente des produits primaires. En vérité, cette maximisation ne doit être rien d'autre qu'un levier qui permette de soutenir et d'accélérer le développement dont le processus véritable réside dans la mise en valeur de toutes les potentialités agricoles et dans l'industrialisation, notamment dans la transformation la plus poussée des matières premières sur place.

A titre d'exemple, la transformation des fèves en beurre de cacao ou en poudre confère à la denrée une valeur ajoutée considérable. Au marché à terme de Londres, en 1974, la tonne métrique de fèves était prisee au plus bas à 582 livres contre 1.375 livres au plus haut des fluctuations. Dans la même année, le beurre de cacao valait 1.235 livres la tonne métrique au plus bas, et 2.660 livres la tonne métrique au plus haut des fluctuations. Un effort considérable est fait par les pays producteurs de cacao pour transformer sur place leur production. On relève dans "Marchés Tropicaux" du 7 Février 1975 le tableau suivant :

: Fabrication des produits cacaotés par les pays :	
: producteurs. :	
: Années :	: Tonnes :
: 1963 :	: 166.000 :
: 1965 :	: 213.000 :
: 1967 :	: 275.000 :
: 1971 :	: 307.000 :
: 1973 :	: 326.000 :
: 1974 :	: 339.000 :

Source : Marchés Tropicaux du 7 Février 1975.

Cette valorisation des produits d'exportation devrait être accentuée quand il s'agit des ressources épuisables. En effet il convient d'en tirer le maximum de profit avant leur épuisement. Le relèvement des prix ne suffit pas, il faut effectuer le maximum de transformation sur place.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Si les pays du Tiers-Monde producteurs de pétrole et de matières premières entreprennent de construire sur leur propre sol des industries de transformation de ces matières premières acheminées jusqu'à présent vers les nations industrielles, il s'en suivra nécessairement un bouleversement au niveau des industries transformatrices des pays capitalistes, avec toutes les répercussions qui en découlent sur le niveau de l'emploi, la mobilité professionnelle et le niveau des ressources. Par voie de conséquence, le type de croissance des pays industrialisés va s'en trouver profondément bouleversé provoquant, ipso facto, conversion et reconversion, restricturation sinon disparition de telles ou telles industries. Bref il faudra une mutation de l'industrie mondiale. Ce sera le nouvel ordre économique dont on parle tant.

On peut se demander si la revendication qui s'exerce maintenant à l'échelle planétaire pour une répartition plus équitable des bénéfices potentiels de la production industrielle et agricole de caractère industriel ne risque pas de se traduire finalement en termes de confrontation politique.

Ce danger existe. Mais la confrontation n'est inévitable que si la production des uns ne peut s'établir ou s'accroître qu'aux dépens de la production des autres. L'angoisse des pays en voie de développement est nourrie par la conviction que la surconsommation de certaines zones paralyse en fait leurs efforts pour développer leurs propres ressources humaines et naturelles. On peut donc dire que ce transfert représente la condition sine qua non de la paix et de la coexistence pacifique.

Il est également vrai que ce refus serait à la fois cause et effet d'une contraction générale du système des échanges à l'échelle planétaire. En effet, l'expansion du commerce international basée essentiellement sur l'accroissement des consommations réelles des pays industrialisés trouve ses limites dans l'insolvabilité des pays en voie de développement incapables de financer leurs équipements et leurs infrastructures agricoles et industrielles.

C'est encore là une preuve de l'interdépendance entre les pays pauvres et les pays riches.

L'augmentation du pouvoir d'achat de certains pays, due à une hausse brutale mais peut-être temporaire des produits énergétiques et de certaines matières premières, ne suffit nullement à modifier cette situation. Une modification d'orientation et un accroissement des capacités de production réelles des pays actuellement sur-industrialisés sont indispensables pour fournir à des prix et des délais raisonnables les biens d'équipement et certains produits de consommation dont ont désespérément besoin des milliards d'êtres humains coincés entre la surpopulation et la sous-production.

Parler dans ces conditions d'un nouvel ordre économique international signifie que l'on accepte le principe fondamental de la solidarité dans le temps et dans l'espace de l'humanité à l'échelle globale. Cela signifie que l'on envisage sans réaction de crainte une répartition géographique totalement différente des centres de production et de puissance. Cela signifie en bref que l'on se prépare à une nouvelle mutation dans ce qu'on appelle improprement l'actuelle division internationale du travail.

Rien ne permet de dire que les jeux sont faits. Rien ne permet de prédire avec certitude si l'humanité de 1990 sera industrialisée et développée de manière équitable selon le plan géographique. Rien ne permet non plus de prévoir qu'elle ne le sera pas. La réponse se trouve non dans les perspectives des technocrates mais dans la volonté des hommes responsables de 1975./-

/F i JY-

B I B L I O G R A P H I E

I/ - LES OUVRAGES GENERAUX

- 1°) J. ALBERTINI : Les mécanismes du sous-développement
- 2°) René DUMONT : L'Afrique Noire est mal partie
- 3°) Pierre JALEE : Le Pillage du Tiers-Monde
- 4°) Samir AMIN : Le Développement inégal
- 5°) Paul BAIROCH : Le Tiers-Monde dans l'impasse
- 6°) Celso FURTADO : Théorie du Développement Economique
- 7°) Jacques LECAILLON : Les Mécanismes de l'Economie
- 8°) Jean CHARDONNET : Les Grandes Puissances Tome I
- 9°) Pierre MAILLE (PUF) : La Croissance Economique
- 10°) Robert J. ALEXANDER : Comment Développer un pays ?
- 11°) Marcel RUDLOFF : Economie Politique du Tiers-Monde
Edition CUJAS.

II/ - OUVRAGE SPECIALISE

- Ressources Naturelles des pays en voie de développement
- Annuaire Statistique de l'O.N.U., 1965 - 1970.

III/ - R E V U E S

- 1°) Economica n° 8 Janvier 1975
- 2°) Jeune Afrique n° 686 du 2 Mars 1974
- 3°) Les dossiers Jeune Afrique et Economica Juillet-Décembre 1974.
- 4°) L'Economiste du Tiers-Monde n° 6 Novembre-Décembre 1974.
- 5°) Le Point n° 81 du 8 Avril 1974
- 6°) Le Monde Diplomatique Mars 1975
- 7°) Cameroon-Tribune Jeudi 27 Février 1975
- 8°) Courrier de l'Association (C.E.E.) n° 24, 26, 29.

S) O M M A I R E

<u>N o m e n c l a t u r e</u>	<u>Pages</u>
- Note aux Lecteurs	
- Introduction	1
 <u>PREMIERE PARTIE</u>	 3
<u>IMPORTANCE DES MATIERES PREMIERES</u>	3
<u>Chapitre I. Les matières premières dans les théories du développement économiques des Nations</u>	4
<u>Section 1. Ressources naturelles et développement économique</u>	4
<u>Sous-Section 1. Les ressources naturelles</u>	4
<u>Paragraphe 1 . Définition</u>	4
<u>Paragraphe 2. La dynamique des ressources naturelles</u>	5
<u>Sous-Section 2. Rôle des matières premières dans le développement</u>	6
<u>Paragraphe 1. Les principaux facteurs de croissance</u>	6
A/- Les facteurs économiques et sociaux	8
B/- Les facteurs techniques et technologiques	10
<u>Paragraphe 2. Portée et limite du rôle des matières premières dans la croissance économique</u>	12
A/- De l'importance des matières premières	12
B/- Les limites de la contribution des matières premières	13
<u>Section 2. Illustration du rôle des matières premières comme base de développement économique</u>	14
<u>Sous-Section 1. Les exemples historiques</u>	14
<u>Paragraphe 1. L'exemple de l'Angleterre</u>	14
A/- Révolution agricole et Révolution démogra- phique	15
B/- Révolution agricole et demande industrielle	15

	Pages
C/- Révolution agricole et le financement de l'industrialisation	16
<u>Paragraphe 2.</u> Rapport entre ressources naturelles et le niveau du développement de cer- tains pays développés	16
<u>Sous-Section 2.</u> La conviction dans les pays du Tiers-Monde	19
<u>Paragraphe 1.</u> Les ressources minières et énergétiques	19
<u>Paragraphe 2.</u> L'agriculture en pays sous-développés	20
A/- L'agriculture vivrière	22
B/- L'agriculture d'exportation	23
<u>CHAPITRE II.</u> Prospection et exploitation des ressour- ces naturelles et leurs problèmes	24
<u>Section 1.</u> Les problèmes des connaissances	25
<u>Paragraphe 1.</u> L'état des connaissances dans le monde	25
<u>Paragraphe 2.</u> Limites des connaissances acquises	26
<u>Section 2.</u> Problèmes de Prospection et d'Exploitation dans le Tiers-Monde	26
<u>Paragraphe 1.</u> La recherche scientifique et technique	27
A/- Les Services géologiques	27
B/- Composition et Formation du personnel	27
<u>Paragraphe 2.</u> Le rôle des Pouvoirs Publics	29
<u>Paragraphe 3.</u> La mondialisation des recherches	30
A/- La contribution de l'O.N.U.	30
B/- L'action des firmes transnationales	32
<u>Paragraphe 4.</u> L'avenir des découvertes	32

- D E U X I E M E P A R T I E -

<u>LE TIERS-MONDE ET SES MATIERES PREMIERES</u>	34
<u>CHAPITRE I.</u> Le paradoxe des matières premières dans le Tiers-Monde	35
<u>Section 1.</u> L'organisation de la production des ma- tières premières	35

	pages
<u>Paragraphe 1.</u> Les matières premières agricoles	37
<u>Paragraphe 2.</u> Hypertrophie des industries extractives	38
<u>Paragraphe 3.</u> Faiblesse des industries de transformation des ressources locales	40
<u>Section 2.</u> Commerce des Matières Premières	43
<u>Paragraphe 1.</u> Structures du marché	44
A/- L'essentiel des échanges	44
B/- Les partenaires commerciaux	47
<u>Paragraphe 2.</u> La concurrence imparfaite	49
A/- Evolution globale des échanges	49
B/- La détérioration des termes de l'échange	50
<u>CHAPITRE II. LA NECESSITE DE LA SOUVERAINETE DES ETATS SUR LEURS MATIERES PREMIERES</u>	54
<u>Section 1.</u> L'actualité du problème	55
<u>Paragraphe 1.</u> Les prix des matières premières	55
<u>Paragraphe 2.</u> La crise économique	56
<u>Section 2.</u> La guerre des matières premières	57
<u>Paragraphe 1.</u> La syndicalisation des producteurs	58
<u>Paragraphe 2.</u> La nationalisation	59
<u>Paragraphe 3.</u> La récupération de la valeur ajoutée	61
CONCLUSION GENERALE	63
BIBLIOGRAPHIE	65.-